

DIXIÈME ANNÉE

Subvention du Conseil Général

Travailler pour la Corse



Et dans tous les Domaines

# REVUE de la CORSE

ANCIENNE et MODERNE

Historique, Littéraire et Bibliographique

## SOMMAIRE

	Pages
FRANCESCHINI E..... <i>Une guerre religieuse en Corse en 1797 : la Crocetta</i> .....	49
FUMAROLI..... <i>Documents sur la période de Sampièru Corsu...</i>	68
AMBROSI M..... <i>La malédiction de préte Falone</i> .....	82
VINCENSINI (GARTAN)... <i>Une prise de voile à Sainte Ursule de Bastia</i> .....	88
NATALI..... <i>Réflexions sur la politique</i> .....	91
CHAUVET PAUL..... <i>Jacques Tessarech</i> .....	100
NOUVELLES en quelques lignes : Géographiques, économiques et touristiques.	



## DIRECTION :

Professeur A. AMBROSI-R., 9, Place du Général-Bonrot, PARIS (XV°)

COMPTE POSTAL : Paris 813.42 — TÉLÉP. : Vauglarde 01.12

## A NOS LECTEURS

---

La *Revue de la Corse*, fondée en 1919 par M. CLAVEL, se tient à l'écart de toute question politique et ne se soucie que des questions scientifiques et économiques relatives à la grande île française. C'est une publication illustrée de 48 pages au moins et paraissant tous les deux mois, soit six numéros par an.

Le montant de l'abonnement annuel est maintenu au-dessous de sa valeur commerciale, car la Direction persiste dans son intention d'en faire un organe de vulgarisation des questions corses, à la portée de toutes les bourses. Il est de quinze francs pour la France et les colonies, de vingt francs pour l'étranger.

Toutefois, la Direction, pour lui permettre d'accroître l'abondance du texte et de l'illustration, accepte volontiers que les abonnés portent spontanément leur versement à vingt et à vingt-cinq francs.

Elle leur demande davantage : c'est de communiquer la Revue et de recruter des abonnés. Plus le nombre en sera grand, plus l'importance du périodique augmentera.

Elle prie instamment les abonnés de lui faire connaître leurs changements de résidence et de domicile.

Elle accepte enfin les offres de publicité commerciale (feuilles rouges) dans le seul but de couvrir en partie ses dépenses. Les tarifs, identiques à ceux des autres Revues, sont de 500 francs pour une page annuelle, de 250 francs pour une demi-page, de 150 francs pour un quart de page.

Encourager cette Revue est un acte de patriotisme qui n'a jamais été plus nécessaire.



Le Directeur prie instamment de verser dès maintenant le montant de l'abonnement, pour éviter le recouvrement onéreux par la poste. Compte courant : 813.42 Paris.

# REVUE DE LA CORSE

## ANCIENNE ET MODERNE

---

Une guerre religieuse en Corse en 1797

---

### “ LA CROCETTA ”

---

La Corse était sous la domination anglaise depuis deux ans déjà (1794-1796) et elle jouissait d'une tranquillité relative lorsque les événements d'Italie, où Bonaparte remportait une série ininterrompue de victoires, vinrent changer complètement la situation. Maîtres de l'Italie septentrionale, les Français menaçaient Livourne où l'occupation anglaise trouvait son point d'appui, isolaient l'île et inquiétaient sa sécurité dans la Méditerranée occidentale. D'autre part, à la nouvelle de ces victoires remportées par un Corse, la Corse commençait à s'agiter ; des troubles, des révoltes se manifestaient sur plusieurs points. Les Anglais comprirent qu'ils ne pouvaient sans danger, s'obstiner dans leur conquête. « Nous ne pouvons pas garder la Corse contre la volonté du peuple entier, écrivait le gouverneur Elliot. Nous le pourrions que nous ne le devrions pas ». Et, au mois d'octobre 1796, cédant devant l'inévitable, Sir Gilbert Elliot, quelque peu pressé d'ailleurs par le général Gentili, avait embarqué ses troupes, abandonnant l'île à ses destinées.

Gentili, promu commissaire militaire du gouvernement et Miot de Mérito, ancien ministre de la République en Toscane, commissaire civil, avaient reçu du Directoire et principalement du général Bonaparte des instructions très précises et en même temps très larges, pour la pacification du pays, « le rétablissement de la tranquillité, l'extinction des haines et la réunion définitive à la République de ce pays si longtemps agité ».

De rigueur, il n'était question que pour les instigateurs de la rébellion et les assassins. Pour les autres, qui n'avaient été que des égarés, pardon général. Miot et Gentili étaient capables, personnellement, de réaliser un pareil programme, mais ils arrivaient suivis d'une foule de proscrits qui entendaient avoir leur revanche de leurs années d'exil et des vexations subies dans leur personne ou leurs biens. Dans le pays même, parmi ceux qui étaient restés, il y avait ceux qui avaient servi les Anglais et ceux qui, en frémissant, s'étaient courbés sous le joug étranger. Au jour de la libération, ceux-ci avaient relevé la tête et, à leur tour, entendaient parler en maîtres. Les consultations électorales auxquelles on avait imprudemment procédé sans délai avaient augmenté le trouble et avivé les passions. En outre les nouveaux administrateurs municipaux et les nouveaux fonctionnaires du Directoire étaient pour la plupart des ignorants, des intrigants ou des gens tarés. La correspondance de Napoléon à cette époque est remplie de récriminations contre l'administration de l'île. « Plus de la moitié des sommes envoyées en Corse a été dilapidée ou dépensée en des choses inutiles... Les fonds qui ont été envoyés en Corse ont été mal administrés... Le citoyen Giverreau, sous-chef de l'administration, est une espèce de fou qui s'est couvert de ridicule... »

S'il n'y avait eu que du ridicule ! Mais la situation du pays était devenue lamentable. « Le département du Liamone, écrivait le 25 vendémiaire, an VI, l'administration centrale, sorti des mains de l'esclavage et de l'anarchie, tout en présentant à ses habitants un avenir heureux, se trouve dans un état déplorable... Les contributions ne donnent rien... Les impositions directes sont encore dans le néant et nous manquons des moyens nécessaires pour fournir aux frais d'impression de cette importante opération... La pénurie des fonds nous met dans l'impossibilité de pourvoir aux dépenses des bureaux, à l'établissement des corps administratifs et judiciaires et au paiement des fonctionnaires publics... Jusqu'à ce jour, nous nous sommes servis du pro-

duit des biens nationaux, des douanes et de l'enregistrement, mais ces fonds n'offrent qu'une très faible ressource absorbée en partie par l'entretien des enfants trouvés... »

Le commissaire du Directoire, Costa, qui est auprès de l'administration du Liamone, l'agent vigilant du pouvoir central, ne voit pas les choses différemment. « L'instruction publique, écrit-il à la même date, n'est aucunement en activité, la police générale ne présente pas un aspect consolant, les meurtres et les assassinats se multiplient, la police champêtre est au comble de la confusion. Les revenus de l'hospice de bienfaisance sont impayés ou dilapidés, la justice n'ayant pas encore acquis l'énergie qui lui est propre pour contraindre et punir : le dénûment de force publique et les troubles ont empêché le recouvrement des contributions ; les revenus de l'enregistrement et du timbre, outre d'être peu considérables, sont absorbés par les traitements des employés de la régie. Les habitants, naturellement pauvres, s'abstiennent de stipuler par contrats. Les grandes routes et les chemins vicinaux sont on ne peut plus dégradés, l'agriculture et les plantations sont négligées, les dégâts se multiplient dans les forêts, le commerce n'a pas de vigueur et l'industrie est découragée ». (1)

Quelques jours après, rendant compte au ministre de l'Intérieur, il dira, presque dans les mêmes termes :

« L'instruction publique n'est pas en vigueur, la police champêtre est sans activité. Le code rural n'est pas exécuté. La police générale est assoupie, elle ne prendra de vigueur qu'avec de la troupe et des moyens. Le recouvrement des contributions n'a pas encore eu lieu. Les biens nationaux, hormis une petite partie, n'ont pas encore été vendus. Les droits d'enregistrement et du timbre ne fournissent pas assez pour payer les employés de la régie. Les patentes ne sont pas encore en vigueur. L'agriculture et les plantations sont négligées. Les grandes routes et les chemins vicinaux

---

(1) D'Ajaccio au Ministre de l'Intérieur, 3<sup>e</sup> Décade de Vendémiaire, an VI. (Arch. Nat. F<sup>1</sup> C<sup>3</sup>, Corse<sup>2</sup>).

sont dépavés au dernier point, n'ayant pas été réparés depuis 8 ans. Les forêts ne sont pas surveillées. Le commerce et l'industrie sont assoupis. La force armée est en petit nombre et très mal payée. Elle a risqué dernièrement d'être désorganisée par la pénurie des fonds et par le défaut de subsistance. L'administration après avoir épuisé tous les moyens en son pouvoir parvint à lui fournir quelque secours. Cet événement a tellement empiré la situation de nos finances qu'elle est hors d'état de payer les commis. Sans un prompt remède, nous nous trouverons bientôt en proie au plus grand désordre.

« Peu de concours entre les autorités constituées pour opérer la sûreté publique et la répression des délits. Le dénuement de force, les égarements du peuple, l'ignorance de la plupart des fonctionnaires subalternes en sont la cause » (2).

Et le 11 brumaire, il écrira encore : « La police générale est languissante, les inimitiés particulières qui augmentent d'activité à proportion de la non-répression des délits, le peuple armé et le peu de connaissance des devoirs de la société, le penchant à la licence occasionnent bien des assassinats... Les jugements des tribunaux de paix restent sans exécution et l'on voit assez souvent dans quelques communes une guerre ouverte entre parti et parti. L'administration centrale avec les moyens ordinaires dont elle dispose ne peut pas arrêter tant de désordres qui, par le temps, ont acquis de la consistance. » (3)

Quoi d'étonnant à ce que dans ces conditions, les esprits fermentent ? Ce n'est pas que les administrateurs du département manquent d'énergie. Ils en ont — trop peut-être — mais au lieu de la mettre uniquement au service du bien public, ils l'emploient à servir leurs passions. De tout temps, en Corse, les fonctions publiques ont été une arme

---

(2) Rapport de Costa, 25 vendémiaire an VI (Arch. Nat. F<sup>1</sup> C<sup>3</sup> Corse<sup>1</sup>).

(3) Rapport de Costa (Arch. Nat. F<sup>1</sup> C<sup>3</sup> Corse<sup>2</sup>).

pour favoriser les amis et persécuter les adversaires. On peut croire qu'à cette époque troublée il n'en allait pas autrement. Mais les responsables du désordre, aux yeux des administrateurs du département du Liamone, ce n'est ni l'impéritie dont ils font preuve, ni leur partialité, ni leurs persécutions, ni même la misère générale qui accable le pays et à laquelle ils n'apportent aucun remède, les responsables ce sont leurs adversaires politiques auxquels ils imputent toutes les fautes et tous les crimes.

« Il est inutile de croire, écrivent-ils, que ceux qui de tout temps ont été les ennemis du régime républicain puissent jamais se soumettre aux lois ; ils seront toujours le fléau des patriotes. » Et pour Costa, les responsables de cette anarchie grandissante, ce sont ceux qui « dans les emplois publics trahissent la République et préparent la contre-révolution. »



Jusqu'au 18 fructidor, Costa n'a pas osé formuler ouvertement ses griefs car, précisément, les contre-révolutionnaires dominaient dans le gouvernement. Mais le succès du coup d'Etat venait libérer sa conscience et, dans ses rapports de vendémiaire, refaisant à son aise le tableau pitoyable du département qu'il avait mission de surveiller, il peut cette fois, indiquer les remèdes qu'il entrevoyait :

« Les propriétés et la vie et l'honneur des citoyens n'étaient plus sacrés et inviolables, la corruption de l'esprit public était à son comble, le germe de la morale était étouffé, les meurtres et les assassinats se multipliaient audacieusement, le peuple rétrogradait vers l'opprobre de la servitude, après avoir avancé si longtemps dans la carrière de la gloire. Les patriotes étaient avilis, le nom seul était un titre de proscription. Toutes ces combinaisons avaient pour but de paralyser l'action du gouvernement, d'attiser le feu de la guerre civile, de ravir au peuple son repos, de renverser la République et de seconder les vœux du ridicule prétendant. » Mais maintenant, il pouvait indiquer les moyens de venir à bout de cette situation ; c'étaient le désarmement complet

du pays, l'épuration des fonctionnaires et l'arrestation, suivie de l'exil, des chefs de la contre-révolution.

Le désarmement complet, c'est la chimère toujours poursuivie par tous les gouvernements et qui, en Corse, plus encore qu'ailleurs, est une impossibilité. L'épuration des fonctionnaires, Costa en a pris la responsabilité. Il va s'occuper lui-même, dit-il, de « purger par voie de réquisition tous les fonctionnaires placés sous sa surveillance qui ne portent pas un caractère exempt de tout reproche ». « L'impartialité en cette circonstance, ajoute-t-il avec emphase, sera mon thermomètre ». Il le dit mais nous n'en sommes pas autrement convaincus, car l'impartialité en cette matière est une vertu d'acquisition assez difficile. En tous cas, par arrêté du 19 vendémiaire, il a prescrit « de suspendre les fonctionnaires des corps administratifs, les employés des douanes, de l'enregistrement et des domaines et autres qui ne sont pas d'un républicanisme connu et éprouvé, de dénoncer aux ministres de l'Intérieur et de la Justice les membres et employés des tribunaux qui sont dans le même cas et de prendre les mesures de sécurité exigées pour le salut de la patrie en expulsant les ennemis connus du régime actuel. »

Il faut croire que l'exécution de cet arrêté suivit de près sa signature — peut-être même l'avait-elle devancée — car, dans son compte rendu au Ministre de l'Intérieur pour la 3<sup>e</sup> décade de vendémiaire, Costa se félicite déjà des résultats obtenus. « L'esprit public éclairé par les nouvelles du continent et relevé par les mesures imposantes prises par l'administration centrale commence à sentir l'incongruité de ses égarements. La prompte punition des chefs séditieux achèverait de la convaincre. » (4).

Mais l'arrestation et l'exil des contre-révolutionnaires, c'est une grosse affaire qui dépasse assurément les pouvoirs du commissaire près le Directoire et pour laquelle les ordres ne peuvent venir que du gouvernement.

---

(4) Arch. Nat. F<sup>1</sup> C<sup>3</sup> Corse<sup>2</sup>.

Aussi lui donne-t-on une première liste de notables suspects ou dangereux « dont l'arrestation, à n'en pas douter, produirait le plus grand effet ».

*Hugues de Peretti*, de Levie, « ci-devant capitaine de gendarmerie, un des chefs de la rebellion de Paoli, son commissaire et major au service des Anglais ».

*J. B. Quenza*, de Porto-Vecchio « ancien lieutenant-colonel de la garde nationale soldée, colonel ensuite d'un bataillon anglo-corse, un des agents de la rébellion de Paoli ».

*Antoine-Padoue Giacomoni*, de Sainte-Lucie de Tallano, « ci-devant administrateur du département rebelle, commissaire de Paoli à Ajaccio et décrété d'accusation par la Convention ».

*Jean-Baptiste Susini*, de Sartène, « membre du Tribunal supérieur anglo-corse ».

*Paul Pancrazi*, d'Ucciani « espion des Anglais et de Paoli, contre-révolutionnaire et ennemi juré de la République. ».

*Jules-Etienne Ambrosini*, d'Ucciani, « agent secondaire de Paoli, contre-révolutionnaire et ennemi juré de la République ».

*Antoine Tusoli*, de Bocognano, « partisan de Paoli, ennemi du régime constitutionnel ».

*Antoine Tasso*, de Tasso, notaire, « sans caractère, capitaine des Anglais »

*Pasquale Antoine Benedetti*, d'Ota, « ci-devant administrateur du département rebelle, commissaire envoyé dans les districts, décrété d'accusation par la Convention, capitaine au service des Anglais. ».

*Jean André Alesandri*, de Piana, « nommé par Paoli administrateur de Vico, chérif (*sic*) des Anglais. »

*Mercure Colonna*, d'Apricciani, « administrateur de ce district pour Paoli, perturbateur du repos public ».

*Antoine François Benedetti*, d'Ota, « Procureur-syndic d'Ota, nommé par Paoli »

*Jean Antoine Pinelli*, de Guagno, « mauvais sujet, secrétaire du district, nommé par Paoli ».

*Pierre Ordioni*, de Niolo, « membre du gouvernement

rebelle, décrété d'accusation par la Convention, trésorier des Anglais ».

*Ettore Cristinacce* et *François Antoine Cristinacce*, de Vico, « capitaines des Anglais ».

A la vérité, ce que l'on reproche à tous ces individus, ce sont leurs erreurs passées, amnistiées cependant par les lois de la République, et des délits d'opinion. Aucun fait précis n'est articulé contre eux. Mais l'administration du Liamone sait bien qu'elle ne peut avoir en leur loyalisme républicain — ou plus exactement jacobin — aucune confiance et qu'ils ne manquent pas d'exploiter tous les griefs de mécontentement qu'on dresse contre sa gestion et, par dessus elle, contre la République.

Ce qui donne quelque valeur à ces appréhensions, c'est que les mécontents, ou du moins les plus exaltés d'entre eux, ont essayé, par la force, de secouer le joug jacobin. Des tracts, des manifestes ont circulé dans lesquels on se plaignait des persécutions et du gaspillage. Ils couraient sans qu'on sût exactement d'où ils venaient et qui les colportait. Pourtant l'administration du Liamone qui en avait pu saisir un le deuxième jour complémentaire de l'an V « sur la fenêtre du corps de garde d'Ajaccio, à la porte de la ville » assurait qu'il était entièrement écrit de la main de *Paul Galloni*.

« Braves Français, disait ce papier, généreux républicains dont nous admirons autant les rapides et étonnantes victoires que nous plaignons la misère et la nudité dans laquelle on vous entretient sans reconnaissance et sans commisération, le tableau et le récit de votre pitoyable situation ont ému nos cœurs de la plus profonde sensibilité.

« Eh quoi ! des guenilles dont on vous couvre à peine, une solde toujours arriérée sont donc le prix de vos fatigues, de votre sueur, de votre sang et de vos victoires ? Que sont donc devenus les fruits de tant de prodiges de valeur, en Espagne comme en Italie ? Quel gouffre affreux les engloutit ? Des soldats victorieux sans pain et sans souliers ? Qu'eut-ce donc été si vous aviez été vaincus ?

« Qu'a-t-on fait des sommes immenses envoyées par la

mère-patrie et du produit des contributions forcées, levées dans le district de Vico ? dans la commune d'Ajaccio, etc...

« A-t-on payé les tribunaux ? Non.

« A-t-on donné des pensions et des soulagements aux veuves et aux orphelins des braves citoyens morts pour la patrie ? Non ».

« On aura donc soulagé la misère des peuples ? Point du tout. Bien loin de là, on a écorché vif ce qu'on a pu et on cherche à écorcher le reste. Si le fruit de ces extorsions était appliqué à quelque usage public ? Mais où tout cela va-t-il ? Où tout le reste a été et on ne peut sonder la profondeur du goufre.

« Vous paie-t-on ? Vous soulage-t-on ? Vous habille-t-on ? Non. On vous traîne dans la misère et l'oubli et peut-être dans le mépris.

« Et tandis que le régime de la modération triomphe en France, ils font tous leurs efforts pour faire revivre sur nous le régime du monstre Robespierre.

« Vrais Républicains ! Nous vous invitons à joindre vos efforts aux nôtres et nos droits communs seront bientôt revendiqués. Ce n'est pas là terreur que nous emploierons, nous laisserons ce moyen infernal aux bêtes féroces, mais la sagesse et la fermeté qui distinguent les hommes vraiment dignes d'être libres.

« Salut et Fraternité ! Vive la République ! »

Ce manifeste s'adresse particulièrement, on le voit, aux soldats de la République. Mais il y en a d'autres qui sont pour la population civile ; il y en a un pour « les citoyens officiers municipaux d'Ajaccio auxquels on s'adresse au nom de la réunion des catholiques républicains » (5) et

---

(5) On trouve généralement dans les Histoires de la Corse et notamment dans celle de M. Ambrosi, la qualification de « catholiques royaux ». Que cette dénomination leur ait été donnée par leurs adversaires, nous n'en disconvenons pas. Mais tous les papiers, émanés des révoltés, leurs circulaires, leurs tracts disent « catholiques républicains ».

qu'on adjure « au nom du zèle de la religion, de l'amour de la patrie et du désir de la tranquillité publique ».

Tous sont signés « Vos vrais amis du camp de Stileto ». Les mécontents, en effet, sont rassemblés aux portes mêmes d'Ajaccio au nombre de 200 environ sous le commandement « d'émigrés ci-devant officiers et civils ou agents de Condé et des Anglais ». (6)

Ces chefs, une note du Directoire nous les fait connaître, ce sont : « *Paul, Charles et Antoine Galloni*, » émigrés revenant de l'armée de Condé. « *Hugues et Locari Colonna* » également émigrés, anciens officiers au service des Anglais. « *Antoine Ornano* » major dans un bataillon anglo-corse. *Paul Baptiste Forcioli*, « trésorier des Anglais ». *Paul Augustin Foata*, l'ex-curé *Cecco Foata*, *Ambrogi*, prêtre de Grosseto, *J.-B. Colonna*, « espion connu de tous temps contre les Républicains, satellite de Paoli et des Anglais, brigand. » L'abbé *Franceschi*, de Frasseto « membre du conseil général du département rebelle », *Philippe Folacci* « commissaire de Paoli, capitaine des Anglais », *Mathieu Porri*, « prêtre réfractaire », *Jean-Toussaint Costa*, « traître par principe, brigand et conspirateur », *Jean Benielli* et ses fils, *Jean Marietti*, l'ex-récollet *Jean-Joseph Franceschini* « perturbateur, méchant, réfractaire et conspirateur », *Jean Folacci*, « royaliste acharné, mauvais sujet de tout temps », *Mathieu Muselli*, *François Cristinacce*, *Baptiste Colombani*, *Antoine Ferri* et son fils, *François Vizzavona*, *François Miniconi*, *Ottave Tavera*, d'Orsoni, *Ignace Orsoni*, *Louis Borgomano*, *Vincent Colonna*, l'abbé *Francisci* « méchant scélérat, satellite de Paoli, réfractaire, conspirateur », *Jean François Sabiani*, « ex- membre du département rebelle », *Joseph* et *Jules Ambrosini*, *Michel Canale* et *dom Gabrielli*. (7).

---

(6) Rapport de l'Administration centrale du Liamone au Ministre de l'Intérieur, 9 Vendémiaire an VI (30 septembre 1797).

(7) Pour tous ceux qui n'ont pas une qualification spéciale, la note dit simplement « satellites de Paoli ou officiers des Anglais ».

Mais l'administration de Liamone n'était pas de celles qu'on prenait au dépourvu. Le 28 fructidor an V, au moment où lui parviennent les nouvelles de France qui relatent le succès du coup d'Etat du 18 fructidor, elle est avisée du complot qui s'organise. Aussitôt, elle fait procéder à Ajaccio à l'arrestation de 29 citoyens comme prévenus de conspiration contre le gouvernement constitutionnel. Elle rédige une proclamation enflammée et appelle aux armes les Patriotes. 700 s'offrent dans le même jour, « déterminés à mourir glorieusement » et aussitôt, on marche sur le Stileto. Le 4<sup>e</sup> jour complémentaire de l'an V, un combat s'engage à Eccica. Les bulletins de l'Administration du Liamone en font une véritable bataille, mais tout compte fait il n'y a que 8 tués du côté des rebelles dont 2 prêtres et 2 blessés seulement du côté des Patriotes et quelques coups de fusil suffisent à disperser les catholiques républicains « qui prennent la fuite et vont cacher leur honte dans les bois ». Ce qui importe d'ailleurs, c'est le nombre des prisonniers. 36 sont restés entre les mains du Directoire et celui-ci pense qu'une bonne commission militaire en ferait prompt justice. Mais les commissions militaires dépendent du général Vaubois, commandant en chef, qui est à Bastia. Par exprès, on lui a demandé d'en constituer une, mais le général qui répugne à la violence et qui ne partage pas du tout, sur la question des responsabilités du gâchis, l'opinion de l'administration centrale, s'y est refusé.

Aussi celle-ci se plaint-elle amèrement et ses lettres au Ministre de l'Intérieur sont-elles fort vives. Elle s'indigne du grand nombre de royalistes qui font, ouvertement, profession de l'être et qui ne sont que trop encouragés par la partialité révoltante du jury. « Arrêtez-vous, citoyen ministre, dit la lettre du 9 vendémiaire (8), sur notre triste situation ; qu'on nomme une commission militaire ou qu'on bannisse tous ces conspirateurs royalistes, tous ces ennemis de l'or-

dre public de quelques masques qu'ils se couvrent ; qu'ils aillent vivre loin de nous, ces malheureux ; nous ne voulons pas leur mort, mais qu'ils cessent de nous nuire. Venez à notre secours, citoyen ministre, et que vos soins paternels s'étendent jusqu'à nous et notre département. »

Et le 16 vendémiaire, (9) nouvelle plainte. « Il est temps citoyen ministre, que les ennemis de la République se plient au joug de la loi ; il est temps que tous les méchants cessent d'insulter les patriotes et que l'exemple de l'impunité accordée par l'amnistie aux membres du département rebelle de 1793 ne produise plus de nouvelles conspirations ». Et l'Administration centrale demande la mise en état de siège du département, l'institution de commissions militaires et le bannissement des coupables ou même simplement des suspects. Par ces moyens seulement, la République pourra être sauvée.

Mais, comme à leurs yeux la situation ne permet pas d'aussi longs délais, sans attendre que le gouvernement intervienne, les administrateurs prennent leurs décisions. D'abord une proclamation aux habitants du Liamone pour justifier leur attitude et protester contre ce qui a été dit d'eux :

« Vos administrateurs, disent-ils, que l'on vous a représentés comme des impies, des sacrilèges, ennemis de la justice, avides de sang et de mort, ne sont rien de tout cela, mais ils veulent l'exécution des lois et vous diriger, à travers de vieux préjugés, vers votre bonheur ; ils veulent déjouer tous les projets de rébellion, ils veulent la République ou la mort... et, s'il est nécessaire de perdre la vie pour maintenir la Constitution, nous la perdrons dans le champ de la gloire. » (20 vendémiaire).

Mais ce n'étaient que des mots et les temps n'étaient plus, depuis longtemps, où l'on n'avait le choix qu'entre la République et la mort et où l'on donnait joyeusement sa vie pour une constitution. Les administrateurs du Liamone ne s'en

enhardissaient pas moins à entendre leur propre parole et, assurés maintenant d'être en conformité de vues avec le gouvernement de la République consolidé par la réussite du coup d'Etat du 18 fructidor, fortifiés par leur propre succès du Stileto, ils entendaient bien passer à l'offensive contre leurs adversaires.

Un arrêté du 11 brumaire est assez large et assez vague tout à la fois pour qu'on puisse l'appliquer à beaucoup de monde. Il décrète d'arrestation « tous ceux qui ont provoqué la rébellion ou la guerre civile par des circulaires incendiaires ou ont réalisé les armes à la main leurs projets contre-révolutionnaires et tous ceux qui leur ont donné asile ou leur ont prêté secours. »

Un autre arrêté du même jour dispose que « les aubergistes seront tenus d'établir un registre des passagers, même pour une nuit, de signaler ceux qui voyagent sans passeport » et interdit aux patrons de barques de prendre des voyageurs sans passeport, les obligeant même « à dénoncer ceux qui, en ayant, seront armés ».

Par adversaires et ennemis de la République, il faut entendre principalement les anciens émigrés et les prêtres insermentés — ceux-ci surtout — et on a écrit dans tous les cantons pour les faire arrêter. « L'esprit public est presque corrompu ; la source en est dans la dépravation des mœurs opérée par l'or anglais et par les exécrables factions des conspirateurs royaux et des partisans anglomanes. » (10)

Les prêtres insermentés qui alarment les consciences des faibles concourent à égarer les habitants de l'intérieur et à affaiblir l'esprit public. » (11)

La police des cultes est troublée par le fanatisme des prêtres qui présentent nos lois comme opposées à la religion » (12).

Parmi ces prêtres contre lesquels se tourne ainsi l'ardeur

---

(10) Costa au Ministre de l'Intérieur, 25 vendémiaire an VI.

(11) Costa au Ministre de l'Intérieur, 11 brumaire an VI.

(12) Costa au Ministre de l'Intérieur, 11 brumaire an VI.

des « patriotes » il y en a de deux sortes : ceux qui ont refusé le serment ou se sont rétractés avant la rébellion du département, et ceux qui, ayant prêté d'abord le serment, se sont rétractés sous le gouvernement anglo-corse. Ceux-ci sont incontestablement couverts par l'amnistie. Mais les administrateurs du département, qui ont bien saisi la nuance pourtant, ne s'embarrassent pas de scrupules. La haine anticléricale qui, malgré leurs protestations, les anime, leur fait voir un ennemi de la République dans ceux qui portent le costume religieux. C'est si vrai qu'ils considèrent comme tels ceux-là mêmes qui, ayant prêté jadis le serment, n'exercent plus leur ministère. « Comme nous sommes persuadés, écrivent-ils, que leur éloignement du ministère tend à décrier en silence les lois de la République et que nous connaissons qu'ils n'ont fait ce serment que dans l'intention d'éluder les mesures de sûreté, et de pouvoir par ce moyen troubler à leur aise la tranquillité publique, nous estimons qu'il y a lieu de les assimiler à ceux qui ont refusé le serment ». (13)

Ce point établi, « comme il n'y a pas lieu de compter sur les tribunaux dans ces circonstances », et comme d'autre part le général Vaubois ne se presse pas d'accorder les commissions militaires qu'ils ont réclamées, » ils prennent le parti de recourir à la déportation ». C'est ainsi qu'ils ont fait arrêter 8 prêtres à Bonifacio et donné des ordres pour que le soient également tous ceux de l'intérieur qui n'auront pas pris la fuite. » (14).

Un arrêté du 19 brumaire confirme ces mesures draconiennes en prescrivant à tous les prêtres d'avoir à prêter, dans les vingt heures, serment de haine à la royauté et à l'anarchie, et de fidélité à la République et à la Constitution de l'An III.

Toutes ces manifestations du « civisme » de l'administration du Liamone pouvant rester ignorées du pouvoir central, Costa, commissaire du Directoire exécutif, se chargea

---

(13) Costa au Ministre de l'Intérieur, 17 brumaire an VI.

(14) Au Ministre de l'Intérieur, 17 brumaire an VI (8 octobre 1797).

d'en aviser Paris par deux lettres au Ministre de l'Intérieur et à la Sûreté générale où il assurait « qu'on pouvait compter sur son zèle », que les prêtres réfractaires « seraient poursuivis sans relâche ». « On pourra voir, ajoutait-il, par les pièces que j'envoie, les mouvements que nous nous donnons pour déjouer tous les complots des ennemis » (15).

Et si son rapport du 1<sup>er</sup> frimaire donne toujours le même sombre tableau du département, il se termine presque par un bulletin de victoire : « Les inimitiés particulières qui continuent dans l'intérieur, faute de force répressive, les rixes occasionnées par la facilité de porter les armes, l'impunité des délits et l'invasion des coupables qui se soustraient aux perquisitions des gendarmes, troublent l'ordre public. La police champêtre continue à se ressentir des secousses de la police générale, la malveillance des uns, le défaut de garde des autres et l'ignorance donnent lieu à de multiples délits » (16). Mais... « on a arrêté quelques prêtres insermentés ; les républicains reprennent leur énergie et les ennemis du gouvernement se voient déjoués dans leurs projets perfides ».

Si tentés que nous soyons aujourd'hui de nous indigner de cette intolérance ou de sourire devant le lyrisme extravagant des « patriotes » d'alors, il faut bien reconnaître qu'ils réussirent à maintenir dans un certain ordre le département qu'ils administraient au moment où la guerre civile renaissait dans le département voisin et nous ne saurions équitablement les blâmer de s'en féliciter publiquement.

« Les émigrés, les royalistes et les prêtres, écrit l'administration du Liamone au Ministre de l'Intérieur, le 24 nivôse an VI, qui étaient parvenus à la fin de fructidor dernier, sous prétexte <sup>18-30</sup> de religion, à exciter une révolte dans le département, ayant été déjoués par les mesures rigoureuses prises par les corps constitués, ont porté dans le Golo

---

(15) Costa au Ministre de l'Intérieur et à la Sûreté générale, lettre identique, 17 brumaire an VI.

(16) Archives Nat. F<sup>1</sup> C<sup>3</sup> Corse<sup>2</sup>.

le feu de la guerre civile. Il n'existe plus de communication entre les deux départements de cette île ».

« Depuis huit jours la correspondance avec le département du Golo est interceptée. Les rebelles menacent Calvi, Corte, Bastia. Leurs chefs, ce sont des émigrés et des prêtres insermentés. Leur signal est une cocarde en forme de croix. Leur but est le renversement du régime constitutionnel. L'arrivée prochaine d'une escadre anglaise entretient leur espoir.

« Les rebelles occupent les postes de l'intérieur, forment des comités, détruisent les propriétés des républicains et annoncent le prochain retour des Anglais. L'incertitude où nous sommes depuis quinze jours sur les progrès de cette nouvelle conspiration nous inquiète et, quoique nous soyons convaincus que ces méchants ne tarderont pas à éprouver toute la rigueur des lois, il serait possible que vu le défaut de forces et de moyens le gouvernement éprouvât quelque échec momentané.

« Les habitants de ce département ne paraissent pas jusqu'à ce jour vouloir imiter l'exemple des factieux du Golo ; cependant nous sommes instruits que des individus déjà frappés par la loi courent les campagnes dans l'intention d'exciter le peuple à une nouvelle rébellion.

« Le défaut de troupes, citoyen ministre, la nullité des différents services militaires donnent bien du crédit aux mouvements des ennemis du gouvernement. Il serait temps que la mère-patrie mît les autorités constituées de cette île dans le cas de faire sentir aux méchants toute la rigueur des lois. Ce sont des mesures extraordinaires que nous vous avons demandées et que nous ne cesserons de demander pour le bonheur de ce département. Réfléchissez et venez à notre secours ».

Si les autorités militaires sont nulles, du moins elles ne le cèdent en rien aux autorités civiles sous le rapport du verbe, et, le 17 nivôse, le général Lafon, qui commande les troupes républicaines, a adressé une interminable et grandiloquente proclamation aux habitants du Liamone. Il y flé-

trit ceux qui sèment le désordre. Il rappelle « que ce sont des rebelles qui ont déjà mérité la mort à laquelle la justice nationale les a condamnés et que, n'espérant plus de pardon nouveau, ils n'ont plus d'autres ressources que la fuite ou la mort et n'espérant plus dans le délire de leur situation affreuse que crimes et malheurs, ils ne connaissent plus ni vertus, ni tranquillité et voudraient mieux engloutir la terre qui les supporte parce qu'ils ne peuvent plus y vivre que coupables ».

Il met en garde ses concitoyens de se laisser entraîner par eux, leur dit que ces mouvements dans lesquels on veut les compromettre ne donneront « ni plus de puissance à leur Dieu, ni plus de vérité à leur religion ». Et, après de longues circonlocutions, il termine ainsi : « Malheur ! Malheur ! à ceux qui oseraient attaquer un gouvernement maître de l'Europe. Les ossements de leurs cadavres et les cendres de leurs habitations apprendront seuls à la postérité quel a été le fruit amer de leur audacieuse folie. Mais sûreté, protection et liberté à ceux qui respecteront les lois et les autorités constituées d'après le vœu du peuple souverain ! ».

La proclamation étant rédigée uniquement en français, il est probable que le général Lafon eut fort peu de lecteurs et nous savons, du reste, que l'administration du Liamone faisait assez peu de cas de son concours. Réduite à elle-même, elle suppléa à son isolement par un « mouvement extraordinaire » comme disait Costa.

Ses efforts tendent d'abord au ravitaillement de Corte, clef du centre de la Corse, attaquée par les insurgés du Golo. Le 8 pluviôse, ils annoncent qu'ils ont fait passer à Corte 200 quintaux de blé au moyen d'un bateau qui est allé les débarquer à Sagone, d'où, à dos de mulets, on les a acheminés par la montagne. Puis, « afin d'intimider les facieux du Golo » ils ordonnent à tous les fonctionnaires publics du Liamone de se tenir prêts à marcher à la première réquisition « avec tout ce qu'il y a de républicains ». Ouvertement, ils font courir le bruit que 3.000 hommes vont ainsi être rassemblés et, dans le même moment, ils dépêchent

quelques soldats à Bastelica et à Bocognano d'où ils surveilleront les mouvements des rebelles. « Nous sommes convaincus, écrivent-ils, que le seul bruit répandu de la marche des républicains du Liamone contre les factieux du Golo peut contribuer à arrêter les progrès de la rébellion » (17).

Les événements ayant à ce moment complètement tourné, les administrateurs du Liamone et Costa ne manquèrent pas de s'en attribuer tout le mérite. Dès le 11 pluviôse, Costa mande que « le fanatisme, le mensonge, les nouvelles répandues à dessein ont jeté l'épouvante dans une partie du peuple », mais que « l'administration qui veille a réussi à étouffer les premiers germes de la révolte. » Le 21, il écrit que les fonctionnaires publics qu'il a convoqués à Ajaccio, de retour dans leurs cantons, « ont réquisitionné les républicains, leur ordonnant de se tenir prêts à se rendre aux lieux qui seront désignés. Cette voix parcourt tous les cantons, encourage les bons, réveille les indifférents et jette l'épouvante dans le cœur des méchants dont le nombre diminue tous les jours » (18).

Un seul canton fermente encore, celui de Celavo. La troupe qui s'y porte le fait rentrer sans peine dans le devoir, de même Bastelica où le commissaire du Directoire, Bolelli, est tombé dans un guet-apens « où l'on reconnut la main des frères Folacci qui, d'ailleurs, ont gagné le maquis avec leurs familles » (19).

Entre temps les administrateurs du département ont annoncé avec emphase que leur tactique avait réussi, que la nouvelle de leur marche s'étant rapidement répandue, ainsi qu'ils l'avaient prévu, les rebelles de Vivario et de Ghisoni avaient abandonné leurs projets sur Corte et que la ville avait été heureusement délivrée le 13 pluviôse, que « l'Algajola est entre les mains des républicains », que « cinq chefs

---

(17) Au Ministre de l'Intérieur, 8 pluviôse an VI.

(18) Arch. Nat. F<sup>1</sup> C<sup>3</sup> Corse<sup>2</sup>.

(19) Costa au Ministre, 1<sup>o</sup> ventôse an VI. F<sup>1</sup> C<sup>3</sup> Corse<sup>2</sup>.

ont été fusillés », que la Casinca, Orezza, Rostino, Ampugnani « sont rentrés dans le devoir ». Ils ne vont pas jusqu'à dire que c'est à eux-mêmes que l'on doit cette victoire mais ils espèrent bien, secrètement, qu'on le croira, et ils se félicitent « parce qu'ils pourront alors s'occuper des fonctions administratives avec le calme qu'elles exigent et procurer aux habitants de cette partie de la République le bonheur qu'ils ont le droit d'attendre de la Constitution que nous avons juré de défendre jusqu'à la mort » (20).

Nous saurons par un rapport du 30 ventôse (20 mars 1798) qui annonce que les derniers rebelles « ont pris la fuite devant l'arrivée de la 4<sup>e</sup> demi-brigade et d'un bataillon de la 23<sup>e</sup> » comment, après cette secousse, on va s'occuper des fonctions administratives « avec le calme qu'elles exigent ».

Le citoyen Campi a été désigné pour diriger la répression et faire rentrer les contributions. Déjà il annonce avec satisfaction « qu'on commence à payer » et que les municipalités « ont pris de l'énergie ». Il a fait « enlever les cloches et autres signes extérieurs du culte ». Puis, « aux cris de Vive la République il les a fait briser et transporter à Ajaccio ».

C'est par des procédés de cette sorte qu'on avait amené les catholiques du Liamone jusqu'à la révolte. Point n'était besoin d'incriminer l'or anglais qui n'avait joué qu'un rôle accessoire et qui avait eu seulement l'habileté d'exploiter la situation. Mais un « républicain », un « patriote » alors, ne pouvait se dire tel que s'il combattait les « anciennes superstitions ». Il est juste d'ajouter que dans le moment même où ils se flattaient d'abolir le culte de l'ancienne religion, ils s'empressaient d'en établir un pour une religion nouvelle, celle des Théophilanthropes, et c'est au nom de celle-ci que le 30 prairial l'administration du Liamone recevait ce témoignage de satisfaction. « Ayant obtenu ces résultats par le simple appareil et sans l'emploi de la force, vous vous êtes acquis un double droit aux éloges des Philanthro-

---

(20) Au Ministre de l'Intérieur, 17 pluviôse an VI (février 1798)

pes et aux témoignages de la satisfaction paternelle du gouvernement. Il vous reste à parfaire votre ouvrage par des moyens qui lui sont chers parce qu'ils ne coûtent jamais de regrets à l'humanité, ceux de la persuasion. Sachez prémunir vos concitoyens contre les traîtres qui voudraient les séduire, leur âme est trempée pour cette liberté qu'on voudrait leur faire méconnaître. Ils s'identifieront bientôt pour son culte avec leurs frères du continent et vous aurez fixé le bonheur parmi vos concitoyens » (21). E. FRANCESCHINI.

---

## Documents relatifs à la période de Sampieru Corsu

---

### INTRODUCTION

*Ces documents extraits de l'Archivio Secreto de Gênes ont été copiés et traduits par M. Fumaroli, directeur d'école honoraire, qui nous les a obligeamment confiés pour être publiés dans la Revue de la Corse. Ils sont, bien entendu, inédits et se rapportent à la période de la lutte de Sampieru contre les Génois. Les trois premiers intéressent l'intervention française dans l'île avec le maréchal de Thermes, en 1553. Les autres signalent l'activité de Sampieru, de 1564 à 1567, après le retour de Constantinople et l'exécution de Bannina, sa femme. On y verra que le duc de Florence prêtait secrètement son appui à la révolte insulaire, que le roi de France lui envoyait des secours et que la République ainsi que le roi d'Espagne avaient raison de s'inquiéter. Heureusement pour eux, le 15 janvier 1567, Sampieru fut assassiné.*

### I

*Rome, 1<sup>er</sup> février 1554.*

LE CARDINAL SAN-CLEMENTE A L'ILLUSTRISSIME DOGE DE GÈNES

J'ai reçu, en même temps, vos courriers des 21 et 24 : la poste a eu du retard à la suite des événements de Sienne.

---

(21) Arch. Nat. F<sup>1</sup> C<sup>3</sup> Corse<sup>2</sup>.

Je me réjouis de tout mon cœur de la participation du roi d'Espagne à la guerre de Corse. C'est un fait mémorable à ne jamais oublier ; mais il faudrait que les 4.000 hommes n'arrivent pas en retard.

Vous êtes convaincus à présent que les Français ne pensent plus à la Corse ; mais est-ce pour donner le change à l'opinion publique ?

J'apprends que l'Empereur va prendre part à la guerre avec une portion de ses troupes : dont 3.000 Allemands, 2.000 Espagnols et 300 cavaliers venant de Naples.

A Sienne, il y a environ 800 soldats étrangers et à peu près autant dans le Comtat. Les Français n'ont plus d'argent et peu d'espoir d'en trouver. Ils ont expédié le Secrétaire Buchier en toute hâte, auprès du roi ; on s'aperçoit bien qu'ils se trouvent dans les plus grands embarras.

Le duc de Parme, le comte de la Mirandole, celui de Pitigliano sont neutres ; Sa Sainteté a défendu à ses vassaux d'entrer en lice pour éviter des ennuis. Il n'ignore pas que le duc ne manque pas de soldats.

La victoire de Sienne augmente nos chances de succès en Corse à cause du lustre acquis par les Impériaux. Le duc de Florence a fait preuve d'éminentes qualités.

Ici on fait courir le bruit qu'à Marseille, il y a 6 bateaux chargés de soldats destinés à la défense de la Corse, mais quand on apprendra notre succès, les Français renonceront à leur expédition. Dans tous les cas, on a de quoi les bien recevoir par notre flotte qui domine la mer par le nombre de ses vaisseaux et par notre armée qui va être augmentée par des Allemands, des Espagnols et des Italiens.

Ces derniers jours, on a intercepté une lettre du Français Orsino, gouverneur de Saint-Florent ; il manque de provisions et la résistance touche à sa fin. Monseigneur de Thermes s'est retiré à Ajaccio d'où il s'embarquera laissant la direction de la guerre à San Piero.

Nos affaires prennent donc une bonne tournure et nous pouvons attendre la fin des hostilités avec confiance. Cela ne doit pas nous disposer au repos, mais augmenter notre

activité et nos sacrifices pour être débarrassés de souci, le plus tôt possible.

Confiant dans la justice de notre cause, etc.

## II

### LE CARDINAL SAN-CLEMENTE AU MÊME

L'ami, qui me renseigna l'autre jour, m'apprend aujourd'hui que deux frégates chargées d'armes sont parties de Grosseto et ont fait voile vers la Corse.

Le capitaine Jacques de la Casabianca a reçu 8.000 écus de la banque Morelli pour recruter 600 fantassins destinés à secourir les Rebelles. Il pourra, sans empêchement, débarquer la nuit avec tout ou une partie du secours, ce qui est regrettable.

Espérons cependant que l'arrivée de la flotte mettra un frein aux entreprises de Sampiero.

## III

*11 Novembre 1564.*

### RELATION D'UNE PERSONNE DIGNE DE CONFIANCE ARRIVÉE A GÈNES VENANT DE LIVOURNE

En arrivant à Livourne, je rencontrai Pierre-Jean d'Ornano, il m'évitait ; il était dans cette ville pour affaires concernant la révolte en Corse ; quelques jours après, sont arrivés les capitaines Anton Podovano de Bastia et Léonard de Corte ; ils ont chargé deux galères de poudre, de mèches et de plomb à destination de la Corse en touchant l'Île d'Elbe. Outre les capitaines déjà nommés, on a remarqué Pierre-Antoine de Casta, Jacques de la Casabianca, Risteruccio et d'autres qui sont partis de Pise le 8 courant.

## IV

*6 Octobre 1564.*

### RELATION ASSERMENTÉE DE GIULIO BOZIO, SUJET GÉNOIS

Je suis parti de Bastia le 25 septembre échu sur la

frégate d'Alessio de Brando, et suis arrivé à Livourne le 29. J'ai logé dans la maison de Francesco Rimajor et après m'être reposé, je demandai à mon hôte s'il n'y avait rien de nouveau : « Oui, dit-il, des nouvelles importantes ; Sampiero venant de la Corse a débarqué à la tour de Saint-Jacques située dans le Castagneto où j'ai envoyé des chevaux pour son usage, par un marin de sa suite. »

De Livourne Sampiero est allé à Florence, il y a 25 jours, puis est retourné ici et a logé chez le Provéditeur ; je fus le visiter et le rencontrai au milieu de capitaines qui lui parlaient la casquette à la main. Je remarquai plusieurs barils de poudre ; deux autres contenaient de l'argent. Sampiero me dit en riant : « Il y de la monnaie là-dedans. »

Bozio répondit : « Il n'est pas possible que Sampiero soit à Livourne puisqu'il est en Corse ; sûrement, ce n'est pas lui ! » — « Je ne me trompe pas ; ce n'est pas la première fois que je l'ai vu. » — « Puis-je écrire cela au Commissaire général en Corse ? » — « Sans doute ! » et il ajouta : « Il y a 300 Corses à Livourne ou dans les environs prêts à s'embarquer pour rejoindre Sampiero. » — « J'ai l'intention d'écrire encore à Gênes. » — « Je suis prêt à vous accompagner pourvu que ce soit sans danger pour moi. D'ailleurs, Salvatore du port Maurice sait la nouvelle comme il peut en témoigner. »

Je m'informai aussitôt auprès dudit, lequel m'affirma que Francesco avait dit la vérité.

NOTE. — *La même déposition a été faite par Michel Giorra ; une remarque termine la relation ainsi : « Ce n'est pas Sampiero, mais son envoyé Piovanello ».*

## V

7 Octobre 1564.

### DÉPOSITION ASSERMENTÉE D'ALESSIO DE BRANDO

Je suis parti de Bastia le 25 septembre échu et suis arrivé à Livourne le 29, sur ma frégate. Je fis la rencontre d'Hector Bonacorsi, sujet florentin, qui me dit : « Comme tu es

chargé de Corses ! Sampiero est ici et si tu te declares contre lui, il te fera pendre. » — « Il n'est pas possible que Sampiero soit ici puisqu'il est en Corse. » — « Non, il est dans la forteresse ; il y a plusieurs jours, il est allé à Pise et à Florence. »

Pour m'assûrer du fait, j'interrogeai Agostino Cella de Rapallo : « Ce n'est pas Sampiero, mais bien Piovanello de Calvi. »

Le père d'Agostino me confirma le récit de son fils et il ajouta : « Piovanello a déjeûné chez le Provéditeur. »

Le lendemain j'appris que Piovanello était parti dans la nuit avec Salvatore de Pianicaggio et un prêtre corse dans la direction de Stella. Il emportait de fortes sommes reçues, dit-on, du duc de Florence. Des frégates l'attendaient à Stella appartenant, la première au duc de Florence ; la 2<sup>e</sup> venait de Piombino et la 3<sup>e</sup> était Corse. Sur ces frégates s'embarquèrent plusieurs bandits parmi lesquels, on a reconnu Giovan Brando de Lervani (1).

Sur ces entrefaites, je rencontrai le cousin de Giovan Brando sur le luth de Pietro Rossi. Ce luth devait être chargé, à Livourne, de poudre, de plomb et de mèche à destination de la Corse. Ce chargement était confié au cousin de Giovan Brando ; il couchait à bord et causait souvent avec le capitaine. Le bateau partit mercredi, dans la nuit.

## VI

*De Marseille, le 31 octobre 1564.*

LETTRE ADRESSÉE AU MAGNIFIQUE SEIGNEUR LOMELLINO, A GÈNES

Dans ma lettre du 15, je vous ai raconté ce que je savais. Dans celle-ci, je vous dirai d'abord que la paix nous rend heureux ; il ne manque pas cependant des hommes inquiets pour la troubler, s'ils en avaient les moyens.

Thom... di S. P. (2) doit être arrivé à destination. Il porte

---

(1) Loriani ?

(2) Thomas Lencio de Morsiglia, banquier de Sampieru.

avec lui quelque chose qu'on entend de loin (*sic*), je veux dire de la pol... pour arqu... (3). Des quatre individus qui devaient l'accompagner, Costa seul est parti. Par... (4) ne peut plus souffrir Sampiero ; Gio... Phi... (5) est resté avec un autre.

Des barques sont arrivées de Porto-Vecchio à Marseille en fort peu de temps et l'un des patrons a raconté qu'il avait causé avec Sampiero : « J'espère, lui a dit celui-ci, mettre 14.000 hommes sur pied de guerre. » La chose me paraît peu probable.

Sampiero a écrit à un de ses amis que le lendemain il attaquerait le camp de S... (6) lequel est en mauvais état de défense à cause des maladies et lui fait espérer que bientôt, il aura de bonnes nouvelles.

L'entreprise de Sampiero est protégée par le duc de Florence. Un de mes amis a vu une lettre d'un agent de Sampiero venant de cette ville et adressée à Thom... Cor... (7) de Morsiglia. Cet agent assure que le duc a promis des secours à Sampiero ; ce qui m'étonne beaucoup.

De toute façon, Votre Seigneurie fera bien d'être sur ses gardes.

C'est tout.

## VII

12 novembre 1566.

### EXTRAIT D'UNE LETTRE DE J. B. FORNARI A LEURS SEIGNEURIES ILLUSTRISSES

Ce matin à l'aube, Son Excellence, le Seigneur Don Garcia, est partie de Portvendres avec toutes les galères ; nous sommes arrivés à Livourne vers 1 h. 1/2 après minuit. Son Excellence est allée saluer le duc de Florence qui venait d'ar-

---

(3) De la poudre pour arquebuse.

(4) Paris de St-Florent.

(5) Giovan Filippo.

(6) De Saint-Florent.

(7) Thomas Lencio Corso.

river. Tous deux se sont retirés dans une chambre ; je verrai le duc demain ; en attendant, je suis allé aux informations : le pievan de Costa est parti de Piombino avec d'autres Corses ; il dispose de trois galères ; un neveu de Sampiero, accompagné de trois capitaines, est arrivé à Livourne d'où il est reparti immédiatement pour aller à la rencontre du duc.

Ici les Corses sont bien accueillis par le duc et ses ministres ; tous se préparent à rejoindre Sampiero. On m'a assuré que des galères et des barques partent toutes les semaines chargées de provisions pour les Rebelles.

Deux mille quintaux de biscuits sont disponibles à Pise. Je suis persuadé que le seigneur Don Garcia pourra en disposer, s'il en fait la demande.

Nous attendons Giovanni Andrea. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour l'engager à transporter l'armée en Corse, ne fût-ce que pour quelques jours. Ce sera du meilleur effet.

Il me semble d'ailleurs que Son Excellence est disposée à seconder nos vues en cette occasion.

## VIII

*De Malvis (?) 17 mars 1566.*

### AU CAPITAINE PARIS

Vous trouverez ci-jointe une lettre destinée au roi de France ; je vous informe qu'après notre dernier entretien, le capitaine Anton Padovano est arrivé ici ; il partira pour Avignon bientôt. Si vous y arrivez avant lui, attendez-le. Dans le cas contraire, prévenez-le de Marseille.

Vous irez ensuite à Montpellier pour toucher le mandat que je vous ai remis.

Allez ensemble et faites diligence car l'affaire est importante.

## IX

*15 Septembre (?)*

## LETTRE DE SIENNE

Quoique Sampiero soit un soldat de cap et d'épée, il ne pourra jamais entretenir une armée nombreuse sans le secours de quelque grand prince. Tout ce que l'on peut dire en ce moment, c'est qu'il ne manque pas d'hommes de bonne volonté ; mais il lui faut 4 à 6.000 écus par mois.

Sa frégate vient souvent à Frasseto et transporte beaucoup de Corses, signe certain que notre duc n'aime pas les Génois. Peut-être un jour, il tombera sur eux et je voudrais qu'il fût maître de toute l'Italie parce que c'est un prince sage favori des cieux.

## X

*20 septembre (?)*

STEFANO DORIA A L'ILLUSTRISSE SÉNAT DE GÈNES,

Avant-hier, au coucher du soleil, on est venu m'annoncer qu'une frégate qui avait à bord 33 bandits corses, était près du rivage de Campoloro. Je crois qu'elle attendait une réponse de Sampiero. Notre cavalerie s'embusqua aussitôt dans ces parages, mais la frégate partit rapidement dans la direction de Bastia.

D'après ouï-dire le patron de la frégate serait Anton Maria de Brando, frère d'Anton Padovano et l'équipage composé de marins corses.

Parmi les débarqués, on a reconnu Ferrando de Vivario, Rospone de Tallone, etc.

Ces bandits viennent des Mareme et 300 autres les suivront incessamment.

## XI

*25 Septembre (?)*

LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL A LEURS SEIGNEURIES ILLUSTRISSES

Le retard, dans la remise de mes lettres précédentes, nous a fait perdre une belle occasion : la frégate de Constantino.

retournée ici, nous avons appris qu'Alphonse de Sisco avait débarqué 32 bandits corses près de la tour de Padulella.

Quand ladite frégate était en observation près de Bravona, on aperçut un bateau qui fut pris par deux fustes. Notre galère, longeant ensuite le rivage, arriva à Padulella. Outre les 32 Corses, il y avait sur la frégate d'Alphonse, un Sarde, son domestique et un marin qui avaient débarqué à Toga, près de la tour.

Je leur ai demandé d'où ils venaient ; le marin a répondu : « Nous venons des Mareme pour acheter du blé. » Le Sarde portait des libelles contre la République.

Sans perdre de temps, j'ai envoyé Constantino avec sa frégate pour capturer Alphonse, mais le coup a manqué ; j'ai encore en mon pouvoir, un jeune homme de 17 ans environ ; je vous envoie sa déposition et celle du Sarde.

Il résulte de leur témoignage que plus de 200 bandits ou Rebelles se trouvent encore dans les Mareme prêts à s'embarquer pour la Corse ; que le duc de Florence leur fournit l'argent et leur fait espérer sa protection.

Je pense que la frégate prise à Bravona est celle qui ramenait Piovanello de Calvi.

## XII

*22 mai 1567.*

SA MAJESTÉ, ROI D'ESPAGNE A L'ILLUSTRISSE  
AMBASSADEUR FIGUEROA

Par lettre du 12 juillet confiée à Antonio Perez, j'ai appris que le roi de France a pensionné plusieurs chefs de la ville de Gênes. Cela n'est pas convenable et les mauvaises intentions de Sa Majesté sont manifestes. Le gouvernement de la République ne devrait pas tolérer cette immixtion dans ses affaires intérieures. Elle fera donc bien de se défendre, sachant d'ailleurs qu'elle peut compter sur nous en cas de nécessité.

De semblables pratiques nous portent préjudice, témoin ce qui se passe en Corse.

Le duc d'Alburquerque a reçu l'ordre de faire arrêter le Greghetto Giustiniani ainsi que son père. Dès qu'ils seront en votre pouvoir, vous en tirerez des renseignements que vous m'enverrez.

Sa Majesté connaît les intelligences que les Français et le duc de Florence entretiennent en Corse. Elle examinera ce qu'on pourra faire pour la sécurité de cette île à laquelle il s'intéresse d'une façon toute particulière.

### XIII

A SA MAJESTÉ, ROI D'ESPAGNE,

J'ai reçu hier de l'ambassadeur Figueroa une lettre qui m'informe que le duc d'Alva a été atteint de fièvres tierces durant la traversée en mer. Il m'informe aussi des événements qui se passent en Corse et dont la reine-mère a eu connaissance aujourd'hui même. D'accord avec le Connétable, elle a affirmé sur l'honneur que les informations de l'ambassadeur espagnol constituent une moquerie « *una burla* » et que je pouvais répéter ce mot à Sa Majesté ; qu'au surplus, elle donnerait des ordres en conséquence au baron de la Garde de n'envoyer aucun secours en Corse.

La République de Gênes trompe Figueroa et celui-ci trompe Sa Majesté quand il écrit contre l'affirmation de la Reine-Mère et du Connétable. Vous pouvez en donner l'assurance à Sa Majesté.

### XIV

6 Juin 1567.

DON FRANCÈS DE ALAVA A SA MAJESTÉ, ROI D'ESPAGNE

Quoi qu'en dise la Reine-Mère, on peut affirmer que les Corses sont secourus par elle et par son fils. Une personne qui n'a pas l'habitude de mentir m'a assuré que trois chefs rebelles ont eu, avant-hier, un entretien avec la Reine-Mère et qu'après cet entretien, on a expédié deux chefs au Sultan et au grand Bassa, son amiral, pour leur offrir la souveraineté de l'île. Il y a 6 jours, un ingénieur italien est arrivé

en Corse pour fortifier deux places ; j'en informe Figueroa ; la place de Saint-Florent sera attaquée la première à bref délai.

Je m'emploierai de mon mieux pour convaincre Sa Majesté, mais je prévois qu'elle va me dire que cela est faux.

On m'écrit de Lyon qu'on prépare des chevaux pour envoyer 10.000 écus à Constantinople.

## XV

### DON FRANCÈS DE ALAVA AU MÊME

J'ai parlé vivement et catégoriquement au Roi et à la Reine-Mère très chrétiens sur les affaires de la Corse ; je leur ai dit toute votre indignation.

Après une longue discussion, ils ont reconnu les faits et promis que les Génois n'auront plus à se plaindre de Sa Majesté.

## XVI

### DON FRANCÈS DE ALAVA AU MÊME

Le capitaine Greghetto Giustiniani de Cattaro a fait l'objet d'une de mes lettres envoyée par la voie de Bayonne. Il a servi Sa Majesté en Lombardie et désire retourner à son service pour un emploi d'ingénieur. J'ai accepté ; mais à la suite d'intrigues et du retard de votre réponse, il a retiré son offre et il est allé machiner contre la République par ordre du roi et de la Reine-Mère ; j'en ai prévenu l'ambassadeur Figueroa en l'engageant à le faire arrêter ainsi que son père. Le Greghetto étant sur ses gardes, il sera difficile de le capturer, car c'est le Diable en personne.

## XVII

### RELATION ANONYME

Des Rebelles Corses s'embarquent continuellement à Grosseto pour Porto-Vecchio. Ils ne manquent pas d'argent et les habitants des Mareme leur sont favorables. On a reconnu Jacob de la Casabianca. Vous en êtes sans doute pré-

venu ; j'ajoute que l'on dit communément que ces désordres en Corse sont fomentés par le roi de France et par le duc de Florence.

## XVIII

### LETTRE DE VENTURINO SEMERIVA

J'ai passé 9 jours à Porto-Ferrajo et pendant ce temps, une frégate du duc de Florence et un luth sont partis pour la Corse. Ce luth avait 35 bandits à bord et un neveu de Sampiero ; la frégate transportait des armes, des munitions et de l'argent à destination de Porto-Vecchio.

*Note.* — Une autre relation annonce que Piovanello a été pris par les Turcs dans les eaux de Pianosa.

## XIX

10 mai 1567

### LETTRE ANONYME

Il y a 8 jours, tous les Corses sont partis, sauf le capitaine Valère et Pietra qui sont ici en permanence ; ils se sont embarqués à Piombino avec de l'argent et des munitions.

## XX

### DÉPOSITION ASSERMENTÉE DU PATRON GIACOMO

Pendant que je me trouvais à Marseille, deux Corses vinrent pour visiter ma frégate et, ayant appris que j'étais Génois, ils m'insultèrent par des propos injurieux, puis l'un d'eux ajouta : « Dès que le roi de France aura fait la paix avec les Huguenots, nous irons en Corse pour arracher le cœur à tous les Génois que nous y trouverons.

— Dans un luth se trouvaient cinq Corses: Frédéric d'Istria, le seigneur de Bozio avec trois domestiques. Ils ouvrirent devant moi une caisse remplie de petites arquebuses à roues ; dans d'autres caisses, il y avait des munitions de guerre.

Le patron Berti me dit qu'il allait en Corse, ne pouvant refuser de servir Antoine de Saint-Florent. En prenant congé, il me dit : « Les Rebelles sont à bout de ressources. »

## XXI

*Octobre 1566.*

## RELATION DE SANTO MONTABBIO

Un luth commandé par Pietro Rossi est parti de Livourne chargé de munitions destinées à San Piero.

Salvatore exilé à Savona accompagnait Piovanello de Calvi qu'on avait pris pour San Piero. Il m'a dit que dans Castiglione, il y avait 300 bons fusils pour remettre aux Rebelles.

## XXII

*8 Octobre 1564.*DÉPOSITION ASSERMENTÉE DE DOMINIQUE, FILS DE MICHEL,  
MARIN DE RAGUSE

Me trouvant à Livourne le 28 ou le 29 novembre à un mille environ, hors des murs où j'étais allé pour laver mes chemises, j'aperçus sur la route vers 22 heures, quatre hommes à cheval, parmi lesquels je reconnus Sampiero Corso ; il avait un manteau blanc sur le dos.

Dès qu'il fut près de la ville, il mit pied à terre et marcha ainsi jusqu'à la demeure de.... où il entra. Ce jour-là, je n'ai remarqué rien d'important ; mais le lendemain, le patron Marolino de Raguse m'assura que Sampiero était parti dans la nuit vers 7 heures. On disait qu'il avait embarqué des munitions pour la Corse sur trois ou quatre frégates.

Nous lui avons demandé : « Comment est-il possible que vous ayiez vu Sampiero, puisqu'il est en Corse ? — C'est pourtant vrai, m'a-t-il répondu. Je connais Sampiero depuis longtemps ; la dernière fois, il était sur la galère d'Occhiali ; il se rendait à Constantinople en touchant Alger. — Dites-nous donc comment est Sampiero, puisque vous le connaissez. — Sampiero est maigre, de haute taille, âgé de plus de 60 ans, la barbe grise, les yeux petits avec des cheveux courts ».

## XXIII

RELATION DE NEGRONI D'ALESANI FAITE EN SON NOM  
PAR NEGRONI D'AMPUGNANI

Du 18 au 20 août 1564, je me trouvais à Saluzzo, quand Monseigneur de Montacuto y arriva. Ce gentilhomme du duc de Florence déjeûna en compagnie de Birago avec lequel il eut des entretiens secrets dans une chambre ; puis il annonça son départ pour Lyon où se trouvait le roi de France. Je l'accompagnai et durant le voyage il disait à son serviteur qu'il n'avait rien emporté, pas même une valise.

Ce serviteur m'assura que son maître allait voir le roi pour affaires concernant la Corse, bien qu'il affirmât qu'il s'agissait uniquement du rachat de quelques prisonniers.

Il est à remarquer que depuis que Sampiero est en Corse, Monseigneur Montacuto est allé trois fois visiter le roi de France.

Chemin faisant, je disais que la Corse était vraiment trop maltraitée et trop malheureuse : « Sampiero sait ce qu'il fait et agit de même » répondit Monseigneur.

Arrivé à Lyon, de Montacuto logea dans une maisonnette de campagne, distante d'environ deux milles de la ville, objectant ne pouvoir entrer à Lyon le jour, à cause des ennemis qu'il y avait. Quant à moi, je logeai dans la maison du baron de la Garde où Monseigneur de Montacuto arriva dans la soirée. Il s'entretint avec le baron de la Garde, puis ils montèrent à cheval pour aller trouver le roi. Le jour suivant, Monseigneur retourna, toujours pendant la nuit, dans la maison du baron de la Garde.

Pendant que j'étais à Lyon, le patron Tomaso, d'origine Corse, s'entretint une demi-heure avec Monseigneur et ledit baron, je ne sais pour quel motif. J'interrogeai adroitement le baron Tomaso : il me dit que Bonifacio pouvait être assiégé facilement en immergeant une grande caisse à l'entrée du port — Mieux vaudrait une chaîne, ai-je répondu — Peut-être bien, dit-il ».

Je m'informai ensuite auprès de Baptiste della Chiesa, bonifacien qui accompagnait Tomaso. Celui-ci avait chargé un bateau de gros madriers pour Bône ; pour moi, je crois que c'est pour une autre destination.

Arrivé à Avignon, je gagnai l'amitié du secrétaire de M. de Garcès ; d'après lui, Sampiero recevait un secours mensuel de 300 ducats ; cet argent lui parvenait par son intermédiaire : il ne voulut pas en faire connaître la provenance par crainte du roi.

« Je voudrais rentrer en Corse, dis-je au patron Tomaso. — Adressez-vous en mon nom aux patrons Giannino et Costa. ».

Ces deux patrons avaient promis à Sampiero d'aller en Toscane pour y embarquer 500 Corses des Mareme à raison de 2 écus par tête ; mais ils n'ont pas tenu leurs promesses.

Plus à craindre sont les Provençaux qui, sous prétexte de vendre des marchandises à Saint-Florent, pourraient surprendre la place. Le secrétaire de M. de Garcès m'a assuré que ces Provençaux avaient l'intention de s'emparer du gouverneur de la ville et de le remettre entre les mains de Sampiero ; entreprise facile à tenter puisqu'ils allaient à Saint-Florent en toute liberté.

---

#### UNE HISTOIRE DE VENDETTA

---

## La Malédiction de prêtre Falone <sup>(1)</sup>

---

Ce récit, parfaitement historique, remonte aux temps troublés de la Révolution. A cette époque la Corse se trouva livrée à elle-même. Dans les campagnes la justice était méconnue ; la « Justizzia Paolina » qui rappelait le gouvernement intègre de Paoli, était oubliée. Les haines de clocher,

---

(1) **Falu**, Blond ; **Falone**, grand blond.

de parti, de famille, renaissaient comme les cistes au printemps dans nos campagnes.

On se faisait justice soi-même, ou l'on se condamnait à subir l'injustice des autres. Chaque foyer eut son fusil, son fusil à pierre, au canon d'un mètre, à large embouchure, au fond duquel on entassait de grandes charges de poudre que l'on battait au moyen d'une lourde baguette de fer. Lorsque l'unique chien s'abattait sur le silex, il jaillissait toute une flamme d'étincelles, au contact desquelles se produisait une explosion formidable, semblable à celle d'une mine.

C'est au moyen d'une telle arme que se produisit la *vendetta* — appelons-la *assassinat* — que nous allons conter. Elle nous fut rapportée par un témoin, né en 1790, et qu'on pourrait appeler oculaire.

C'était dans la partie la plus sauvage du pays de Valle-rustie, vers les lieux où la Casaluna reçoit les eaux du Lanincu, claires comme l'azur, et fraîches comme la neige des monts.

Une route pierreuse et accidentée longe la petite rivière pendant quelques kilomètres, puis la franchit pour s'en aller, par l'autre versant, vers le village de Lanu.

Juste à l'endroit où la route, aujourd'hui abandonnée, franchissait la rivière, s'élevait autrefois un moulin. Ce moulin restait au repos tout l'été, mais pendant les mois d'hiver les campagnards venaient y faire moudre leurs châtaignes.

L'endroit est triste. On dirait que depuis ce drame un peu d'épouvante a imprégné les choses d'alentour.

Le ravin est si encaissé, si profond, que l'on peut se parler d'une colline à l'autre. De chaque côté, des masses de rochers le surplombent presque à pic, dominant de haut les cîmes éperdues des châtaigniers.

Le soleil n'y a jamais pénétré. On y respire, l'été, une paix sans mélange, dans une fraîcheur vierge, dans une solitude un peu impressionnante. Par dessus le feuillage intact de la châtaigneraie on perçoit parfois quelques cris de corbeaux affamés, ou le vent sifflant d'un épervier à la pour-

suite d'un pigeon égaré, ou l'écho de la voix d'un chevrier lointain. Et là-haut, dans un ciel de cristal, l'aigle tourne lentement au-dessus du plus profond du ravin, dans son domaine souverain et inaccessible. Tout bas, entre le maquis et les rochers, la rivière s'en va discrète, à peine chantante dans ses cascates pures, comme pour ne pas troubler sa propre solitude.

Mais l'hiver, elle devient un torrent sauvage, bruyant. Ses eaux roulent de chute en chute dans un grondement assourdissant, avec des échos se répétant et se renouvelant sans cesse.

Or, nous sommes en hiver ; un soir de Noël. La neige qui couvre la campagne, amortit dans le lointain le bruit du torrent. Le meunier, à la nuit tôt venue, a fermé la vanne, arrêté ses meules, et mis la clenche à sa porte. Il est rentré au village, laissant le moulin seul, muet, dans l'immense solitude terrifiée.

Voici que sur la route qui vient d'Aïti, juste au col qui domine le ravin, deux hommes viennent de surgir, deux fantômes qui avancent péniblement dans le silence de cette nuit de neige.

Ce sont Nicolò, surnommé Ferru-Caldu, et Don Giorgiu, surnommé Faggianu. Deux voisins, deux parents, deux amis « à vie et à mort » comme on dit là-bas. Leur âge : de trente-cinq à quarante ans ; corpulence moyenne, montagnards sains et sobres. Ils portent chacun un fusil : un fusil à pierre, sans bretelle. Leur pas est tranquille ; ils ont l'habitude de la route. Pas un mot.

Où vont à cette heure, par ce soir de Noël, Faggianu et Ferru-Caldu ? Voici :

Le curé, ancien prêtre jureur, témoignait, disait-on, quelques sympathies à la femme de Faggianu. Les mauvaises langues ajoutaient même qu'elle se compromettait trop. Et Ferru-Caldu avait averti son ami.

— O Faggià ! si je ne te disais pas ces choses, je ne serais pas un ami.

Et depuis Faggianu avait craint que son honneur ne

fût entaché. Et son honneur, c'était sa vie. Ou jouir des deux, ou les perdre tous les deux.

Il fallait donc se venger. Et il n'y avait de vengeance complète que dans la mort du curé. Celui-ci devait mourir. Faggianu a pourtant longuement réfléchi. Il pourrait intimider à sa femme :

— Mi, ô Mémé ! Que je ne te voie plus parler au curé. Même pas tourner les yeux, en passant, du côté de ses fenêtres. Pour toujours ! *Per sempre* ! autrement, Sang de la Madone !...

Et Mémé l'écouterait. Jamais plus elle n'irait trouver son confesseur. Oui. Mais les langues parleraient toujours... Et lui, le curé, continuerait à vivre, peut-être à regarder en passant sa complice ! !

Et dans le village on dirait que Faggianu est un Génois, un lâche. Oui, un lâche !...

Supposons au contraire que Faggianu ferme les yeux et les oreilles. Il ne voit, il n'entend plus rien. Il veut oublier. Mais sa conscience ?... Sa conscience est là. A chaque battement de son cœur dans sa poitrine, elle lui soufflera . « Lâche ! Ta femme est coupable, et les enfants de ta femme, et les enfants de tes enfants seront deshonorés. Et tu restes sourd, et muet, abattu, tel un âne bien bâtonné. Non : il faut te laver de tout ça ; te bien laver : qu'il ne reste rien de cette souillure. Et pour cela cherche : quel est le moyen le meilleur, celui que nul n'osera discuter ? Il faut que le curé disparaisse. Tu entends ? Il le faut : ou tu es, et tu resteras un lâche. Oseras-tu ?...

C'est ainsi qu'en lui-même, exagérant le mal, Faggianu rumine ses pensées.

Et, dans un frémissement de colère, Faggianu, sans vérifier, a juré : « Il faut qu'*Il* meure ! ».

Or le prétendu séducteur, le curé qui était en Aïti à cette époque, prêtre Falone, était un homme à ne pas se laisser tuer comme un agneau. De haute taille, robuste, agile, intrépide, il avait maintes fois, pendant les dernières guerres,

échangé des coups de fusil, comme des gifles, et rougi la lame de son stylet. L'affronter c'était jouer gros jeu.

Partisan farouche de Paoli, il entretenait avec le piévan, tout un parti de mécontents. Il avait des amis éprouvés. De plus, il ne quittait le village, que monté sur une grande mule noire, bien armé, et accompagné d'un montagnard dévoué et sans peur, Battistu.

Ce jour-là il avait été à la piève, où il devait se rencontrer avec d'autres amis hostiles au gouvernement français.

Faggianu l'avait vu partir. Il savait qu'il serait de retour pour la messe de minuit. L'occasion était bonne.

Il nettoya bien son fusil, battit la charge à coups redoublés de sa longue baguette, essaya son silex, mit la poudre de la cheminée apparente, puis alla se coucher, et s'endormit de bonne heure.

Vers les 10 heures il se leva, déclara à sa femme qu'il allait « *faire les postes* au renard », prit son fusil, et partit. En passant sous la fenêtre de Ferru-Caldu, il allongea le bras et toucha le volet du bout du canon.

— Lève-toi, lui dit-il. Je viens de rêver que je tirais sur un corbeau. Et je le voyais tomber, ailes ouvertes, dans le chenal du moulin de Lanu. Viens ! ».

Ils sortirent du village par un sentier détourné, sans le moindre bruit. Les veillées, derrière les huis mal joints, autour d'un bon feu, battaient leur plein. On entendait des rires, des éclats de voix, des chants...

Faggianu et Ferru-Caldu allaient l'un derrière l'autre, dans une neige haute de vingt centimètres, sans la moindre trace, à tâtons, Faggianu en tête, sans échanger une parole.

Ils parvinrent ainsi à leur but : au moulin de Lanu. Ils le trouvèrent sous un amas de neige, porte fermée, muet, sinistre. Le moulin était mort. Tout à côté le torrent grondait, seul, dans la campagne. Sa voix, comme celle d'un damné, semblait répéter, inlassable : « Malédiction ! Malédiction ! ».

Les deux amis se blottirent, se serrèrent l'un contre l'autre, tremblants, le long de la muraille.

Faggianu parla :

— Il va passer par ici. Je tirerai au moment où sa mule franchira le chenal. Il tombera. Toi, si Battistu veut le défendre, tu tireras sur lui. S'il s'enfuit : laissons-le aller.

Presqu'aussitôt les sabots d'une monture résonnèrent sur la chaussée, plus bas. Un cavalier parut, un curé, seul. Battistu n'était pas en croupe. L'affaire allait bien.

Au moment où le cavalier passait devant eux, Faggianu allongea les bras, pointa une seconde. Une gerbe de flammes rouges s'échappa de son fusil, un formidable coup gronda par dessus la voix du torrent...

Touché en pleine poitrine, sans une plainte, le curé glissa de sa selle... Au fond de la vanne son corps se débattit quelques secondes. Puis, tout fut fini. Il ne resta dans la nuit glacée et tragique que la voix du torrent qui s'était remis à crier : « Malédiction ! Malédiction ! ».

Marchant l'un près de l'autre, sans un mot, dans une frayeur qu'ils n'osaient s'avouer, Faggianu et Ferru-Caldu reprirent le chemin du village. Tandis qu'au fond du ravin désolé, le torrent répétait toujours : « Malédiction ! Malédiction ! ».

★★

Au village sonnait le troisième coup de cloche. La messe de minuit était commencée.

Ils allèrent vers l'église. La grande porte était largement ouverte sur la place. Une traînée de lumière, venant de l'intérieur tout illuminé, en éclairait une partie. De loin ils virent l'autel, le bambin couché dans son moïse d'osier, et, remplissant l'église, le peuple prosterné. Un curé officiait. Ils se rapprochèrent.

— On dirait prète Falone, murmura Ferru-Caldu.

— On le dirait, marmonna Faggianu, tout ému.

Et pendant qu'ils regardaient du dehors, fascinés par cette vue étrange du prêtre qu'ils croyaient mort dans le chenal du moulin, prète Falone se retourna, pour bénir les fidèles, dans un geste large et tragique, impressionnant. Ses yeux perçants, par delà la porte, fouillèrent la place, et

aperçurent, comme s'ils les avaient attendus, Faggianu et Ferru-Caldu.

Et sa forte voix, plus tragique encore, jeta ces mots qu'eux seuls pouvaient comprendre :

— Arrière les assassins ! En enfer ! *In infernu !* Malédiction ! Malédiction ! ».

Frappés d'épouvante, incapables de proférer une parole, titubant, les deux assassins s'éloignèrent. Leurs silhouettes se perdirent bientôt dans la nuit profonde....

Le meunier trouva le lendemain, dans l'eau glacée du chenal, le corps de prête Marcu, jeune desservant de Rusiu, qui avait pris rendez-vous pour fêter le réveillon avec Falone.

Ne le voyant pas arriver, celui-ci avait pressenti le crime.

Quant aux deux assassins, on n'en trouva jamais la moindre trace. On pensa qu'ils s'étaient entretués dans quelque fourré de la grande forêt de chênes. Car quelques années plus tard, un berger rapporta le fusil de Faggianu.

J'ai pu voir cette arme, toute rouillée, et comme maudite, pendue à un clou chez un descendant du triste et malheureux Faggianu, que l'imagination et les mauvaises langues avaient conduit au crime.

MATHIEU AMBROSI.

---

## UNE PRISE DE VOILE

### à Sainte Ursule de Bastia

---

Le monastère de Sainte Ursule de Bastia, Terra vecchia, après la Révolution, a été converti en caserne de Gendarmerie. On l'appelle couramment : Caserne Sant'Orsola. Ce monastère avait une communauté de trente-deux religieuses, du temps de Morati (1). D'après celui-ci, le monastère avait été bâti en 1640 et les premières religieuses avaient été An-

---

(1) Morati : *Pratica manuale*, vol. 1, page 271.

gela Castellini, Giabica Lota et Bastiana Bartoli, sœur de Filandro Bartoli di Occhiatana.

Or, il résulte qu'à l'occasion de la prise de voile d'une jeune fille des principales familles de Bastia, la jeune Anne Marie Massesi, cérémonie aussi importante pour une femme que celle de son mariage, il y eut une liste des noms des donateurs ainsi que de leurs dons. Et l'on attachait un tel prix à ces listes qu'on les conservait religieusement parmi les papiers des archives de la famille et on en donnait une copie aux parents les plus rapprochés, afin que ceux-ci vissent, par cette liste, de quelles attentions était l'objet la jeune religieuse, leur parente.

La liste, ou note suivante, a été copiée aux Archives de Antoni d'Ersa, parents des Massesi. C'est une feuille volante, sans date, mais qui doit être du temps où la Corse était incorporée à la France, parce que, parmi les donateurs, il y a des noms français. La liste aura un autre avantage, celui de savoir le nom des familles les plus marquantes de l'époque.

Voici la liste : « Nota di tutti quelli che hanno mandato, il regalo nella velazione di Anna Maria, monaca di Santa Orsola, figlia Massesi.

Li Signori Vicario e Pepe Guasco : — Quartera di frutta, di paste dolci, un piatto di bombo, un piatto di mandorle, con fiore di concigliaco entro di Certosa.

Signora Giovanna X. — Un fiadone.

Signor Procuratore Generale Gurod. — Damigiana e du' bottiglie di vino.

Signor Quartini. — Torta.

Signora Catarina Tribusti. — Torta e damigiana rappo.

Signor Rocco Guasco. — Torta e paniera biscottini.

Signor Cristofari. — Torta.

Signor Pellegrina. — Torta.

Signor Archiprete Piantanida. — Torta.

Signora Madalena Falcucci-Orbecchio. — Piatto di compane e fresco.

Signor Panzani. — Torta.

- Chiara di Benedetto. — Paniera macheroni e gallo.  
Signor Peppe Guasco. — Un castrato.  
Signor dottor Benedetti. — Torta e biscottini.  
Signor Bastiano Viale. — Torta.  
Signor Vincenzo Benedetti. — Torta.  
Signor Giuseppe Cicconi. — Torta.  
Signor Paris Olmeta. — Un castrato.  
Signora Angela Catarina Matra. — Torta.  
Giuseppe Maria Limperani. — Torta.  
Signor Franceschetti. — Torta e Corba di Ostriche.  
Signor cavaliere Masseri. — Torta.  
Signor Matra figlio del Signor Maresciallo. — Torta.  
Signor Dottore Agostini. — Torta.  
Signor Pietro Poggi. — Compane e fresco.  
La Signora Giovanni Canari. — Canistrelletti dorati.  
Signor Stefanini. — Torta.  
Signor Rosaguti. — Marcapani.  
Signor Biadelli. — Torta.  
Signor maggior Pattalier. — Torta sfogliata.  
La signora Matra, moglie del capitano Matra. — Torta.  
Signor Bernardini. — Torta.  
Signor Ignazio Cristofini. — Torta.  
Signor Biguglia. — Torta.  
Signor Guglielmo Casale. — Torta.  
Signor Pietro Rigo. — Quattro galline.  
Signor Andrea Antoni. — Torta.  
Signor Michelino Farinole. — Torta.  
Signor Giorgio d'Angelo. — Torta sfogliata.  
Signora Paola Piazza. — Torta.  
Signora Maria X. — Sei galline et damigiana vino.  
Signor Moretti Consigliere. — Torta.  
Signora Maria Nunzia Morelli. — Torta.  
Signora Lilla Figarella. — Torta.  
Capitan Giovan Maria Oletta. — Galline.  
Signor Giovan Battista Sansonetti. — Torta.  
Signor Carbuccia. — Torta.  
Orsola Batta. — Sei bottiglie di liquore.

Signora Cecca Giovellina. — Gubelletti e biscottini.  
 Signor Cardi. — Torta.  
 Signor Guisepppe Terrighi. — Torta.  
 Signor Michele Abbati. — Fiadone.  
 Signora Agata Mattei. — Torta.  
 Signor Bertolacci. — Torta.  
 Signora Giovanna Catarinetta. — Torta.  
 Signor C. Galeazzini. — Torta.  
 Li Signori Mattei. — Torta.  
 Monsieur Vidau. — Torta.  
 Signor Giacinto Figarella. — Torta.  
 Signor Angelo Morlas. — Torta.  
 Signora Angela Farinole. — Torta.  
 Signora Peppa Costa. — Torta.  
 Signor Matteo Brignole. — Castrato e merli.  
 Signor Momo Morlas. — Castrato e fiadone.  
 Signor Giovann'Antonio Antoni. — Due castrati e due damigiane rappo.  
 Signor Boccheciampe. — Castrato.  
 Signor Bonelli. — Torta.  
 Signor Peppo Saliceti. — Compagne fresco e bottiglie rappo.  
 (*Copié textuellement. Arch. Antoni, Ersà*).

P. GAÉTAN VINCENSINI.

## Réflexions sur la Politique

Extrait du journal de Rinucciu T..., médecin major de 1<sup>re</sup> classe de l'armée coloniale, revenu dans son pays de Corse après une longue absence.

.. .. .  
 Politique ! Politique ! tu es bien le ver qui s'est mis dans ce beau fruit sauvage qu'était l'âme corse. Et tu l'as gâté...

.. .. .  
 L'altération est autrement avancée que je ne supposais. Ce n'est pas un ver qui est dans le fruit, car les ravages

du ver ne sont jamais que partiels et vous trouvez non loin des galeries qu'il creuse, de la pulpe qui garde toute sa fraîcheur.

Ici, tout se dissout. C'est une bactérie, un ferment qui travaille, d'une virulence terrible.

Où que j'introduise et plonge ma sonde, elle ne ramène que du pus.

Je ne crois pas exagérer. Pour affreuses qu'elles soient, ces métaphores de médecin le sont sans doute moins que l'état mental et moral où la politique met ce pays.

★★

L'exercice de la souveraineté populaire qui est, pour les meilleurs, l'accomplissement réfléchi et grave d'un devoir civique; — pour beaucoup, une distraction, un jeu plus divertissant qu'une partie de manille (moins qu'un match de football), — pour d'autres, un déploiement ou une explosion de passions plus ou moins violentes, — l'acte périodique par lequel l'électeur désigne l'élu, se caractérise dans la plupart des pays du monde et là même où il porte l'homme à d'affligeants excès, du moins s'excuse, — par sa brièveté.

On ne s'avise d'une élection, les professionnels ne la préparent, que quelques jours ou quelques semaines seulement, avant la date qui en a été fixée.

L'élection faite, on n'en parle plus parce qu'il n'est plus personne qui ne l'ait oubliée.

Ici, la politique est un état morbide permanent, une maladie et qui cumule ces deux caractères généralement exclusifs l'un de l'autre : à la fois chronique et aiguë.

Le point culminant n'en est pas toujours l'élection elle-même ; en tous cas, d'autres sommets le précèdent et le suivent.

Si l'on en faisait un graphique, il ressemblerait — avec ses brusques ruptures de niveau, ses flèches et ses chutes — à une « *courbe de température* », mais d'un malade qui ne sortirait jamais de l'état de fièvre.

Avant l'élection, ce sont les savantes préparations, les manœuvres, les feintes, la révision des listes, les pointages, après l'élection, les manifestations, vexations et représailles par lesquelles le vainqueur s'applique à porter au point d'ébullition la haine et la rage du vaincu, les pourvois en conseil de préfecture, en conseil d'Etat et autres contre-attaques de celui-ci qui n'accepte pas sa défaite et donne rendez-vous pour la « *prochaine bataille* ».

Car on ne s'exprime qu'en langage militaire. Tant il est vrai qu'il s'agit d'une espèce de guerre civile que n'interrompent ni trêves ni armistices et où, si le fusil s'abstient d'intervenir (encore n'est-ce pas toujours) ne manque aucune des passions — quelques-unes honorables, la plupart basses — qui font s'entredéchirer les hommes.

Le législateur, dans sa sagesse cruelle, a voulu que la « *prochaine bataille* » fût toujours, en effet, toute proche. Il y a une élection par an si ce n'est deux.

Point d'intervalle réservé à la suspension d'armes, au calme, à la réflexion, à l'apaisement, à l'oubli. Les combats d'arrière-garde, qui suivent la bataille finie, rejoignent les combats d'avant-postes qui précèdent la bataille à venir.

On vit sur le pied de guerre. Toutes les pensées sont sur le qui-vive. La politique tourne à l'obsession, à l'idée fixe, à la manie. Deux personnes ne sauraient se rencontrer sans en faire le sujet de leur conversation. On en parle en famille, au café, au feu des veillées d'hiver, sous les ombrages où l'on prend le frais ; ou en parle aux mariages, aux enterrements et jusque dans les veillées funèbres.

Tout part d'elle ; tout y aboutit ; tout y ramène ; tout s'y subordonne.

\*  
\*\*

On pourrait supposer que cela n'est vrai que du « *chef de parti* », du politicien de profession. S'il ne s'en trouve nulle part de type plus achevé qu'en Corse, du moins rencontre-t-on ailleurs, un peu partout, ce véritable monstre où la politique — après en avoir résorbé cerveau, cœur et entrailles

— s'est installée et règne, à la façon du Bernard l'Ermite dans le coquillage dont il a mangé le premier occupant.

Le triste privilège de mon pays, c'est que ce personnage, partout si commun, l'homme qui se désintéresse de la politique, y est si rare qu'il fait scandale et que les partis en présence s'accordent à le regarder — s'il n'est pas connu pour un imbécile ou un « *maboul* » — comme un être incompréhensible ou ténébreux, à surveiller de près.

Le « simple soldat » (comme on dit) n'est pas moins zélé que le chef ; dans son rayon plus ou moins en vue, il travaille pour le « *parti* » ; selon son tempérament ou ses capacités, il intrigue, il espionne, il bat la grosse caisse, il lance les « ballons d'essai » ou les « canards ».

Il n'est pas rare que le chef ait à s'émerveiller qu'un de ses plus humbles troupiers, qu'il ne supposait pas si délié d'esprit, lui propose sous le nom de manœuvre ou de combinaison, quelque ouvrage de fine stratégie électorale, résultat de ses cogitations. Chacun fait son petit Bonaparte et, dans quelque réduit de sa pensée, élabore le plan de campagne dont l'exécution mettra l'adversaire hors de combat.

Cet adversaire détestable avec qui l'on se jure d'en finir, avec qui l'on n'en finit jamais que pour recommencer...

Car si parfaitement « taillé en pièces » qu'on l'imagine, il ne tarde pas à rassembler ses membres épars, à les recoller avec la cire, le mastic pétri de haine et de convoitises qu'il secrète, — pour se redresser plus belliqueux, plus redoutable...

Supposé même qu'un parti réussisse à exterminer l'autre, il sera la première victime de sa trop complète victoire. Car par une loi fatale de rupture, ou un phénomène nécessaire de scissiparité, ou comme si c'était la volonté de Dieu que la Corse se déchire elle-même, il aura bientôt fait de se briser ou se fendre en deux, — deux moitiés ennemies dont l'une voudra dévorer l'autre...

★★

Il n'est guère de villages qui ne soient divisés en deux camps hostiles. Et plus le village est petit, — plus haute,

plus serrée se dresse la palissade qui sépare les deux camps. Palissade immatérielle, mais encore moins franchissable que si elle eût été faite de vrais pieux et tressée de fils de fer barbelés.

Entre gens de partis opposés, à peine si l'on se dit bonjour quand on se rencontre et il n'est pas rare qu'on change de chemin pour ne pas croiser tel adversaire. N'est-il plus temps ? Alors, c'est chose plaisante — ou navrante — que de voir deux hommes (qui sont peut-être deux frères) prendre chacun un bord du chemin, détourner le regard (sinon la tête) et passer sans se dire un mot, sans même se saluer.

Chaque parti a son café où quelqu'un de « l'autre parti » ne saurait s'introduire sans se faire taxer d'impertinence ou soupçonner d'espionnage.

La mort seule peut encore imposer aux partis un semblant de trêve et ce n'est qu'aux enterrements qu'ils se mêlent. Sans se mélanger toutefois, et un œil perspicace les distinguerait sans risque d'erreur.

Il n'est pas jusqu'à l'amour (ce réfractaire) qui n'en respecte la frontière et s'il la viole pour s'en aller chasser en territoire ennemi, ce n'est pas — croyez-m'en — sans quelque profonde pensée politique que lui aura inculquée — ce dont peut-être il ne se doute pas — le « quai d'Orsay » du parti où l'on s'est avisé du « déplacement de voix », du profit électoral que ne manquerait pas de rapporter tel mariage judicieusement conçu.

★★

— Bah ! fera un de ces philosophes trop optimistes qui se consolent — ou plutôt se félicitent — de tout mal en considération du pire dont, à les en croire, il nous préserverait, bah ! tu t'affliges, mon pauvre ami, de ce spectacle (à vrai dire regrettable) du village corse partagé en deux camps hostiles, comme s'il était nouveau...

Mais quand le village corse ne fut-il pas divisé ? Et n'est-ce pas son sort de l'être ? Nous sommes un peuple dont les désirs, les passions, les sentiments débordent la commune mesure. Notre âme est à l'image de notre âpre terre

hérissée. Pas plus que le cône, nous ne connaissons le tempérament modéré, — ailleurs si commun.

Nos luttes — quelque figure qu'elles prennent — ne laisseront jamais que peu de neutres, d'indifférents, parce qu'il est rare chez nous, ce type de juste milieu, ce sage sceptique et narquois qu'amuse et qui persifle les passions excessives et qui ne sait pas haïr parce qu'à vrai dire, il ne sait pas aimer.

Déjà à l'étroit dans notre petite île farouche, plus à l'étroit encore et comme claquemurées dans nos ravins et nos cirques que séparent — cloisons étanches — des montagnes ardues, nous sommes comme ces prisonniers qui, condamnés à vivre ensemble, finissent par ne plus pouvoir se supporter.

Le jeu des sympathies et des antipathies rapproche ceux-ci pour les dresser contre ceux-là. Voilà deux groupes incompatibles qu'énerve, qu'irrite, qu'exaspère et qu'enrage — contraints qu'ils sont à la cohabitation — le sentiment de leur incompatibilité. Le contact et le frottement continus aiguissent leurs aspérités en piquants. Ils se mettent en boule, se montrent les dents, se pulvérisent du regard... Et n'était la présence des gardiens... Elle ne suffit même pas toujours, on le sait... et rien n'est plus atroce qu'une rixe de détenus.

Nous sommes ces détenus-là. Nos aversions, nos rancunes, nos haines tournent à la rage dans leur cadre trop étroit comme nos torrents rugissent et écument dans les gorges trop resserrées. Elles tournent à l'obsession, parce que ceux qui en sont l'objet, nous ne cessons de les voir (c'est juste en face de nous que, souvent, ils habitent), de nous heurter à eux, de recevoir en pleine figure le coup de pistolet qu'est leur regard, de sentir dans notre cœur ce poignard trempé de venin qu'est leur langue.

« Inimitiés de sang » autrefois, aujourd'hui luttes de partis — qui ne sont autre chose au fond que le conflit des familles transporté sur le terrain politique — le nom, sans doute, en changera demain et l'aspect... mais toujours, il y

aura sur notre terre de malédiction, un pauvre peuple en proie aux déchirements...



— Eh ! qu'on laisse donc ce sombre langage mystique. Je ne crois pas, moi, à l'horrible anathème jeté sur un petit peuple qui ne saurait avoir si impardonnablement offensé Dieu. La fatalité des luttes entre Corses... explication trop paresseuse, — si elle n'est pas la trop facile excuse des régimes qui ne savent pas les prévenir quand ils ne les provoquent pas et ne les entretiennent et ne les attisent...

Certes, nous sommes d'un tempérament excessif. Nos haines sont — comme nos affections — sans mesure. Et il n'est que trop vrai que notre isolement n'est pas pour les rendre moins aveugles ni moins obsédantes.

Mais quoi ! ces haines dont il est permis de douter qu'elles fussent alors moins implacables, cet isolement incomparablement plus rigoureux alors, n'empêchèrent pas jadis les Corses de répondre par milliers — et combien de fois ! — à l'appel de la patrie opprimée, de se donner des chefs obéis et — miracle de communion des âmes dans l'exaltation du sentiment national ! — d'en porter un par acclamation, sous ce titre si émouvant dans sa simplicité de « *Père de la Patrie* » où se marque la vénération de tout un peuple, à la dignité souveraine, l'investir de pouvoirs dictatoriaux et — voici qui est plus fort — de respecter presque unanimement — ces montagnards farouches qu'on eût pu croire aussi indociles que leurs chèvres ! — cette autorité qui ne laissait pas pourtant d'être rigoureuse, mais qui se faisait reconnaître sage, comme elle s'attestait vigilante et expéditive.

Non miracle d'un jour de délire collectif... Miracle de quinze ans dont on ne saurait dire qu'il n'eût pas duré longtemps encore, puisqu'il fallut solliciter militairement l'adhésion des Corses pour y mettre fin.

Qu'on essaye de le renouveler aujourd'hui — non pas même cet accord persévérant des volontés (impossible

retour !) — mais ce *sursum corda*, cet élan des cœurs unis. Ne fût-ce qu'un jour... Fût-ce un instant. La durée d'une accolade... (Oh ! pour un baiser Lamourette, peut-être bien qu'on y réussirait, chacun pouvant se promettre d'étouffer l'adversaire dans cet embrassement) d'une accolade vraie, sincèrement fraternelle...

Qu'on essaye. L'épreuve sera concluante. Désolante.

Ce n'est pas que, de temps en temps, un parti ne convie l'autre à « la conciliation ». L'invitation vient toujours, soit d'un parti vaincu qui craint d'être achevé, soit d'un parti au pouvoir qui, sachant qu'il va tout perdre, recourt aux voies diplomatiques pour sauver quelque chose... Mais comme l'autre, — pour peu qu'il se sente sûr de la victoire — repousse ces hypocrites ouvertures ! Il entend garder ou conquérir toute la proie.

Les « inimitiés de sang » étaient jadis atroces. Mais cette guerre d'extermination que se livraient deux familles laissait toujours dans le village — si compréhensifs que fussent alors des liens de parenté — une majorité de gens en dehors de la lutte et qui observaient — par devoir d'impartialité et ne fut-ce que par prudence — la neutralité la plus rigoureuse.

Ils se taisaient et se donnaient tout à leurs affaires pour n'être pas tentés de se mêler de « ce qui ne les regardait pas ».

Avaient-ils pour l'un des belligérants quelque préférence involontaire ? Ils s'appliquaient à la cacher autant qu'à la contenir, — tant ils étaient sûrs que leur secret penchant eût appelé, aussitôt que surpris, ce terrible redresseur qu'était le fusil.

Extrême difficulté de cette position d'équilibre dont la moindre déviation se payait cher ! S'observer, avoir toujours à craindre que telle attitude ne paraisse équivoque, tel geste suspect ; ne rien faire sans s'être préparé une explication qui convainque les plus soupçonneux ; bien garder sa langue, surtout, quoi de plus excédant, de plus insupportable à la longue ?

Aussi, comme ils soupiraient vers un traité qui les délivrât de leurs trances ! Comme ils guettaient le moment psychologique où les familles ennemies, soit qu'elles se sentissent trop éprouvées, soit que, toutes pertes égales, elles pussent s'estimer quittes, — consentiraient à entendre des propositions de paix...

A ce rôle de médiateurs, de *paceri*, ils étaient tous prêts.

Cherchez donc des *paceri* pour les luttes politiques. Il n'y a que des belligérants et qui disent : « Jusqu'au bout ! » — sachant, d'ailleurs, que cette guerre-là n'a pas de bout...

Que s'il se trouvait quelqu'un qui levât le rameau d'olivier, les deux partis tomberaient instantanément d'accord pour le traiter de songe-creux et ricaner...

J.-B. NATALI.

---

## NÉCROLOGIE

---

# UN GRAND ARTISTE CORSE

Jacques TESSARECH

---

Quand, il y a un peu plus de vingt ans, je rencontrai pour la première fois Jacques Tessarech, mort récemment, il avait déjà promené bien loin, de par le monde, sa géniale inquiétude. Des milliardaires américains l'avaient applaudi dans les Etats du Middle West. Il avait joué en Angleterre pour des paires et pour des princes. Installé à Paris, port d'attache et hâvre de retour de tant d'artistes, il avait, comme beaucoup d'autres, mesuré de quelle mesquine gratitude le monde récompense ceux qui l'élèvent au-dessus de lui-même en lui dispensant la nourriture intellectuelle. Mais son enthousiasme se réveillait comme un libecciu au beau soleil de son inspiration.

Deux traits le marquent tout au long de sa vie tumultueuse où il dut pendant si longtemps se débattre, — toujours soutenu par l'encouragement de sa femme et de ses amis — contre la maladie et les modes mineurs contingents à la constitution créatrice. Avant tout il resta Corse et fut artiste, Corse en dépit de la désinence de son nom, d'origine tchèque ; Corse de toutes les fibres de son être palpitant ; supercorse, parce qu'Ajaccien ; amoureux de Bastia, où il me décida à partir ; en sa qualité de Parisien, n'ignorant rien des petits côtés de la vie insulaire, et n'en laissant rien ignorer

au néophyte ; mais Corse passionnément et homériquement, criant la tristesse indicible du pays natal dans son **Lamento**, dans son **Vocero** sa soif de vengeance et sa douleur et, dans son **Air religieux**, si haut d'allure enveloppante, son ambition inlassable vers plus de liberté et plus de justice.

Il fallait, pour mesurer l'intensité de son tempérament artistique, suivre Tessarech dans ses études, ses ébauches, ses travaux. Que ce fût dans l'intimité d'un salon flatteur ou du vieux logis de la rue de la Gendarmerie, ou dans la salle publique qu'il n'abordait que difficilement, mais qu'il laissait frémissante, il jetait toute son âme dans sa musique. Formé par une éducation scientifique sévère, qu'il avait sacrifiée à l'appel de l'art, le compositeur classique avait consacré à la guitare toutes les ressources mathématiques. Il fallait l'entendre refuser aux profanes, pour sa **guiterne**, l'accompagnement banal et populaire des violons et des pianos. Avec elle, seul, de mémoire, sans le secours du moindre feuillet, — l'arsenal de toutes les règles de l'harmonie docilement asservi à la libre expression du sentiment, — elle n'était plus la parente pauvre des bals-musette, mais l'intégral instrument orchestral. Son jeu surprenant, basé sur un système scientifique et rigoureux de généralisation des accords, faisait jaillir une abondance d'harmonies complètes avec, dans ses interprétations classiques, un accompagnement nourri et riche qui lui permettait de faire chanter sans les trahir la **Sonate au clair de lune** de Beethoven, l'Ouverture de **Sémiramis**, mainte page de Chopin.

Je me souviens de ma dernière visite où je me réjouis avec lui d'apprendre la consécration officielle de son génie, car le mot n'est pas trop fort en parlant d'une telle maîtrise si fortement étayée de labeur. Mais je veux surtout me rappeler cette promenade du soir, il y a si longtemps (on avait fait le grand tour de la Barbicaja pour revenir par le Lazaret le long du golfe) où, s'accompagnant, il fredonnait l'air de Benvenuto Cellini : De l'art, splendeur immortelle. . . Quel feu, quelle flamme ! Ils se sont éteints.

Mais il a entrevu le rayon et nous l'a fait entrevoir. Ses accents furent dignes du paysage d'immortalité qui les inspira et où il repose, au champ de soleil, bien plus que de mort, sur la route des Sanguinaires, qu'il aimait tant. Fier, indépendant, ami sûr, artiste farouche, incapable de compromission et de bassesse, sa renommée, car elle lui survivra, mettra un fleuron de plus à la couronne de gloire de sa chère et magnifique patrie.

Paul GHAUVET.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

L'abondance des matières nous oblige à retarder la publication des comptes rendus que nous avons préparés et, en particulier, de celui du roman de M. Robert Boudry : **Toussaint Vezzani**, qui vient d'obtenir un légitime succès de librairie.

## NOUVELLES

### en quelques lignes

**La question des tarifs de transport.** — Toute l'attention inquiète de la Corse, que la direction de cette Revue partage, se porte en ce moment sur la question des tarifs de transport. On comprend que les autres nouvelles passent au second plan. Les groupements corporatifs, les corps constitués s'en sont occupés pour protester contre les intentions ministérielles. On sait que le projet officiel comporte un relèvement de 100 à 150 pour 100 des prix actuels. Un député des Bouches-du-Rhône, M. Vidal, sollicité par nos compatriotes de la « **Sarïénaise** », a transmis leur protestation et a obtenu la réponse suivante :

« La nouvelle convention, approuvée par la loi du 23 juillet 1927 et entrée en vigueur le 15 août suivant, prescrit que les tarifs doivent être révisés dans les dix mois. Les tarifs en usage sont, en effet, très au-dessous du niveau des prix pratiqués par les entreprises de transports et doivent être réajustés aux conditions économiques actuelles. Bien qu'approuvés par le Comité consultatif, institué par la Convention qui régit les services maritimes de la Corse, Comité qui comprend les principaux représentants des intérêts de l'île, ils n'ont pas encore été publiés ».

Cela veut dire qu'ils vont l'être. Cette fin de non recevoir ne peut pas nous contenter. Les habitants de Nice ont remis au préfet des Alpes-Maritimes un mémoire qui justifie nos réclamations. Ils ont fait remarquer que le prix de transport était récemment de 135 francs en première de Nice à Ajaccio, et de 121 francs entre Nice et Marseille ; ils ont été portés, depuis le 15 mars, à 178 fr. entre Nice et Ajaccio, tandis qu'ils restaient les mêmes pour Marseille. Le voyageur paie donc plus cher pour un trajet moindre. Cette anomalie est de nature à ruiner le trafic entre les Alpes-Maritimes et la Corse. Nous l'avions déjà dit ici et nous approuvons l'indignation des Niçois.

Mais que deviendra la fréquentation de leur port quand la menace que le Ministère fait peser sur nos têtes sera réalisée ? Il en coûterait alors de 2 à 300 francs et même plus aux CorSES désireux de revoir leur petite patrie ou aux commerçants obligés de se déplacer pour leurs affaires. Ce projet constitue donc une erreur complète contre laquelle le Conseil général, dans sa session d'avril, a élevé, à l'unanimité, une protestation encore plus patriotique qu'intéressée.

Sera-t-elle entendue ? On a l'impression que depuis quelques années l'Etat, toujours mauvais administrateur en matière commerciale, patauge dans cette question. Il a voulu exploiter nos lignes maritimes. Il a mal réussi. Pour couvrir son déficit, il n'a su que recourir à des accroissements de tarifs. Or les relations entre la Corse et le continent ne doivent pas être envisagées comme une affaire de gros sous à gagner, mais comme un service d'intérêt national. Qu'il les subventionne, au besoin, sur les fonds secrets ou même sur les ressources du ministère des Affaires étrangères, pour le profit de la France continentale autant que pour celui de la Corse. Louis XVI était plus avisé quand, à l'époque d'une crise financière pourtant plus grave que la nôtre puisqu'elle amena la

Révolution, il faisait grâce aux Corses de la presque totalité de leurs impôts.

Tant que la discussion gravitera, dans cette affaire, autour d'un bénéfice à réaliser, l'Etat fera fausse route. Il se plaindra du déficit et mécontentera les Corses. Beau résultat, certes, pour la politique républicaine ! Que nos gouvernants s'enfoncent cette idée capitale dans la tête : La Corse doit être mise en relations avec les autres Français par des services maritimes fréquents et à bon marché !

Nous avons reçu, à ce sujet, l'ordre du jour suivant adopté par un groupe de Corses :

Les membres du groupe de la **Vallée du Taravo** (Corse), réunis en Assemblée générale au siège, le 17 mars 1929, émus de la nouvelle de l'augmentation du prix des passages entre la France continentale et la Corse, soumettent aux pouvoirs compétents les desiderata suivants :

1<sup>o</sup> Assimilation du trafic maritime continent-Corse et vice-versa au trafic ferroviaire continental ; ces deux services étant d'**intérêt général** au même titre.

2<sup>o</sup> Dans cette assimilation, **nécessité absolue** d'écarter, dans la mesure du possible, toute décision pouvant contribuer à augmenter l'isolement de la Corse de la France continentale, dont elle est la **sentinelle avancée** au point de vue de la **défense nationale**.

S'engagent à :

a) Mener une action énergique auprès de leurs élus et sous leurs auspices, afin d'obtenir pour notre département, **isolé par la nature**, une compensation permettant de rétablir l'équilibre favorable à notre essor commercial et touristique.

b) Entreprendre une active propagande auprès de tous les groupements corses et des groupements provençaux similaires, pour obtenir qu'ils acceptent que la Fédération Régionaliste Française (F. R. F.) intervienne à nos côtés contre l'établissement des tarifs prohibitifs projets semblant devoir réserver l'accès de l'île aux seuls touristes fortunés.

**L'électrification.** — Celle de la Balagne est chose faite. Les communes qui avaient constitué un syndicat, auquel s'est, au dernier moment, ralliée l'île Rousse, sont maintenant éclairées. Petit progrès qui aura de grosses conséquences ! Il en aura coûté 225.000 francs aux communes, mais quatre millions deux cent vingt-cinq mille francs au département et à l'Etat.

**L'assainissement.** — Un ingénieur allemand, agissant pour le compte d'un consortium de son pays, a soumis au Conseil général un projet tendant à exécuter, au titre des prestations en nature, de grands travaux d'assainissement et de mise en culture des terres des côtes occidentale et orientale de l'île. Il comprendrait surtout un reboisement des terrains, la régularisation des torrents, la construction de barrages, le comblement des marais. Ce projet a été renvoyé à l'examen du ministère de l'agriculture qui ferait bien de ne pas le rejeter sans étude sérieuse.

**Contre la malaria.** — A la suite d'une conférence faite par Mme Jane Catulle-Mendès dans les salons Massilia, à Marseille, le 30 mars 1929, les groupes provençaux et corses se sont engagés à seconder de toutes leurs forces la courageuse campagne qu'elle a entreprise en

vue d'engager, d'une façon pratique et vraiment efficace, la lutte contre la **malaria**.

Dans cet ordre d'idées, la campagne à entreprendre devra s'inspirer des considérations ci-après :

1<sup>o</sup> démontrer aux pouvoirs publics l'inefficacité des nappes de pétrole, des poissons mangeurs de moustiques, de la quininisation, comme solution au problème ;

2<sup>o</sup> préconiser la création immédiate de canaux d'irrigation drainant les eaux stagnantes, l'assèchement des marais ; obtenir l'assainissement par la plantation de pins maritimes, ainsi que cela a été fait dans les Landes avec des semis de **pins corses** ;

3<sup>o</sup> proposer comme terrain d'essai les marais du Taravo.

Déclarent, à ce point de vue, dégager la responsabilité des parlementaires corses, à qui, dans ce domaine, aucun reproche ne saurait être adressé.

Comptent fermement sur l'action des groupes **provençaux** et **corses** et sur la **Fédération Régionaliste Française**, pour faire aboutir le plan d'assainissement et sauver de la mort les malheureuses populations soumises au paludisme.

**Relations avec l'Algérie.** — La Compagnie transatlantique nous informe qu'elle a, pour l'été, organisé un service direct entre la Corse et l'Algérie. Deux départs auront lieu pour Ajaccio, l'un d'Alger le 11 juillet, l'autre de Bône le 14 juillet. Le retour s'effectuera vers Alger le 15 septembre et vers Bône le 21.

**Foire de Francardo.** — Le 31 mai prochain se tiendra à Francardo, centre important des communications dans l'En-deça des monts, une foire destinée aux transactions commerciales concernant tous les animaux, objets et marchandises en général. Une foire aux échantillons permettra aux visiteurs de faire leurs achats d'après le prix et la qualité de l'échantillon exposé. Le stand sera réservé à l'alimentation : graines, semences, légumes secs, tubercules, châtaignes, conserves, vins, ainsi qu'aux instruments de labour et aux engrais. Cette manifestation commerciale est patronnée par le Conseil général et par les communes d'Omessa, Castirla, Aiti et Pratu. Nous lui souhaitons un grand succès. L'échec de la foire de Bastia, fondée par le sénateur-maire qui se dépensa sans ménager ses forces pour la faire aboutir, ne peut être attribué qu'à la position excentrique de la ville par rapport aux centres de production. Celle de Francardo devrait réussir. Dans une île comme la nôtre où les moyens de communication sont encore lents et insuffisants, où le relief sépare les régions jusqu'à les isoler, il serait bon que le contact fut établi, d'une manière fréquente et à date fixe, entre la production et la consommation. La vogue du marché du Niolu le 8 septembre (**à Santa**) prouve bien que ces rencontres, si populaires sur le continent, ne sont pas dédaignées en Corse.

**A propos de l'Italie.** — Un article du **Petit Bastiais**, signé Serpaggi, proteste contre l'indifférence de notre ministre des Affaires étrangères à l'égard des méthodes d'enseignement pratiquées en Italie. Il signale que les manuels scolaires de la péninsule voisine habituent les élèves à considérer la Savoie, Nice, la Corse et la Tunisie comme des pays italiens. C'est là un fait connu, mais regrettable car il prépare de douloureux conflits pour l'avenir, quand la jeunesse italienne sera imbue de ces idées fausses. Que diraient nos cousins si nous accoutumions nos enfants à considérer la vallée de

la Doire Ripaire, ou Pignerol, qui nous appartient si souvent, comme injustement détachés de la France ? Il n'est pas bon d'attiser les haines ou d'exalter un chauvinisme mal fondé. On sait ce que de semblables méthodes nous ont coûté en 1914 !

**La Corse, pays des belles excursions**, à 24 heures de Paris, par les traversées de jour au départ de Nice. — Pour se rendre en Corse, la traversée la plus courte se fait par Nice.

Les horaires d'été de la Cie Fraissinet sont établis de telle sorte que l'« Ile de Beauté » n'est réellement qu'à 24 heures de Paris.

En effet, le voyageur partant de la capitale le lundi ou le vendredi à 17 h. 28, par le rapide 15 (lits-salons, couchettes, wagons-lits de 2<sup>e</sup> cl., places de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> cl., wagon-restaurant) arrive le lendemain en gare de Nice à 10 h. 30 ; il y trouve un autobus qui le conduit, avec ses bagages, au port d'où le paquebot, levant l'ancre à midi, le dépose le soir à 19 h. en Corse, le mardi à Ile Rousse, le samedi à Calvi.

Le départ du paquebot pour la Corse, le dimanche, a lieu à 11 h. jusqu'au 15 mai, arrivée à Bastia à 20 h. Du 15 mai au 31 août, le paquebot quitte Nice à 12 h. pour accoster à Bastia à 21 h.

Une traversée de jour a également lieu le vendredi. Départ de Nice à 9 h. ; arrivée à Ajaccio à 18 h. 25.

Il est, au demeurant, aussi facile d'excursionner en Corse que de s'y rendre. D'Ajaccio, Bastia, Corte, Calvi, Ile Rousse, les cars P.L.M. permettent de visiter les sites les plus réputés de l'île, Calanques de Piana, golfe de Portu, falaises de Bonifacio, col de Bavella, marine de Portu-Vecchiu, Cap Corse, la Castagniccia, défilé de l'Inzecca, etc.

Les principales gares P. L. M. délivrent des billets directs avec enregistrement direct des bagages pour les ports d'Ajaccio, Bastia, Calvi et Ile Rousse, les gares de Corte, Ghisonaccia et Vizzavona.

**Déplacement et accélération du rapide de jour Paris-Marseille.** — Le rapide n° 11 (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classes) est, à partir du 15 mai, retardé de 3 heures au départ de Paris et accéléré afin de réduire d'environ une heure la durée du trajet entre Paris et Marseille.

Ce train, ainsi que le train de retour (rapide n° 12) comportera, en plus des voitures de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classes ordinaires, des wagons-salons Pullman de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> cl.

Départ de Paris 12 h. 00, de Dijon 16 h. 20. Arrivée à Lyon-Perrache 18 h. 49, à Avignon 22 h. 01, à Marseille 23 h. 42.

Wagon-restaurant.

(Communiqué).

---

*Le Directeur-Gérant,*

**A. AMBROSI.**

## OUVRAGES RECOMMANDÉS

---

**Géographie physique de la Corse**, par A. Ambrosi-R.; broch. in-8° de 90 pages et 43 photogravures. Etude scientifique des particularités géographiques de l'île. Prix 5 fr. La demander à l'auteur, directeur de la Revue.

**Annu Corseu**, revue du Cyrneisme, année 1929, publication dont nous n'avons pas à faire l'éloge à nos abonnés qui la connaissent certainement et dans laquelle ils trouveront de nombreux récits et poésies en dialecte. Directeurs A. Bonifacio et Paul Arrighi, professeurs. 1 brochure illustrée de 212 pages petit in-8°. Prix 9 francs franco. Chèques postaux : Marseille 189-75.

**Histoire de la Corse**, par A. Ambrosi-R., in-12 de 160 pages et 63 gravures. Chez l'auteur, place du Général-Beuret, 9, Paris-XV°, ou chez l'éditeur Jansson, successeur de Piaggi, à Bastia ; prix : 5 fr.

**Petite Géographie de la Corse**, à l'usage des écoles, par A. Ambrosi-R., in-12. 176 pages et 58 gravures. On peut la demander, comme l'Histoire, soit à l'auteur à Paris, soit à l'éditeur à Bastia.

---

## AVIS A NOS ABONNÉS

---

Celui de nos abonnés qui a bien voulu nous envoyer de Paris le montant de son abonnement pour 1928 par le moyen d'un chèque-postal 552-12, est prié de faire connaître son nom à la Direction de la Revue.

---

A VENDRE : les huit premières années de la *Revue de la Corse* (1920-1928), reliées dos toile, état neuf. S'adresser au Directeur de la Revue qui mettra en relations avec le vendeur.

**BANQUE DE LA CORSE**

# **ALTIERI & NAPOLEONI**

15, Place Saint-Nicolas et 41 bis, B<sup>1</sup> Paoli, à BASTIA

## *Principales Opérations de la Banque*

Escompte et recouvrement du papier de commerce — Comptes de chèques — Compte de dépôts à préavis et à échéances — Lettres de crédit — Opérations de change — Ordres de Bourse — Souscriptions — Opérations sur titres — Garde de titres — Prêts sur titres — Encaissement de tous coupons — Garantie contre le risque de remboursement au pair et la non-vérification de tirages — Renseignements financiers, industriels et commerciaux — Surveillance de portefeuilles, etc., etc.

## LOCATION DE COFFRES-FORTS

Compartiments depuis 30 francs par an

# **“Damiani”**

LE DÉLICIEUX VIN DU CAP CORSE AU QUINQUINA

*Rouge ou blanc 18°*

- BASTIA** : siège social et maison principale.  
**PARIS** : bureaux et magasins d'exposition :  
139, F<sup>re</sup> Poissonnière (Tredaine 35-97)  
**LYON** : dépôt, 70, Cours Lafayette.  
**MARSEILLE** : Impasse des Peupliers (Prado)  
**EXPORTATION** : dans l'Univers entier.

**VRAIE MARQUE**